L'A FFRANCHI

Périodique des AmiEs

de l'Association Internationale des Travailleurs

N° 10 4 frs. 15 FF. Paraît trois fois par an Printemps 1995

Libération des quatre "séquestrés"

Dossier extrême-droite

Les syndicats en Russie

éditorial

par Errico Bonnetête

Il est plutôt sombre cet *Affranchi* n°10. Avec un dossier sur l'extrême-droite qui semble avoir le vent en poupe, qui fait feu de tout bois et se masque derrière le culturel, l'écologie... Le sujet n'est pas près de s'épuiser. Les fascistes s'intéressent à nous, ils puisent dans notre patrimoine et dans nos références théoriques... La récolte d'information sur leurs méfaits est une tâche ingrate, mais nécessaire. A laquelle nous aimerions voir plus d'amiEs s'associer.

L'article sur les syndicats en Russie poursuit la démarche que nous nous sommes imposés depuis quelque temps. Celle d'informer de la situation dans l'ex-URSS, en tenant compte de la complexité du réel. Et non d'adopter le point de vue réducteur et triomphaliste auquel nous avait habitué une partie de la presse libertaire. Là aussi, le constat n'est pas gai. Ces syndicats russes semblent être la caricature de ceux que nous connaissons ici : syndicats de services, majoritairement inféodés au pouvoir, corporatistes, partisans du libéralisme économique...

Avec la guerre en Tchéchénie, la fuite en avant du pouvoir politico-militaro-maffieux met à nu une réalité russe extrêmement précaire et sans doute peu favorable à l'émergence d'un mouvement de contestation anticapitaliste et libertaire.

Sur un plan général, une nouvelle fois l'inconséquence du système libéral est mise à nu par la crise financière qui touche les Bourses occidentales. Le dollar perd de sa valeur... Les investisseurs institutionnels (les caisses de retraite...) tanguent dans la tourmente. Prenons le Mexique, pays vers lequel se sont dirigés de nombreux investisseurs internationaux depuis le début des années 90. Les rendements étaient fabuleux... mais le miracle fut de courte durée. Les événements du Chiapas ont révélé la réalité d'un régime plus corrompu et plus instable que prévu.

La logique capitaliste voudrait que le spéculateur, qui a pris des risques, réalise aujourd'hui ses pertes. Mais peut-on ruiner des caisses de retraite, des assurances, des entreprises qui ont joué leur capital ? Non; pour éviter l'effondrement du système financier, une aide internationale au Mexique semble inévitable. Les fonds publics des pays occidentaux vont être mis à contribution. On est prêt à payer pour garantir la stabilité politique, même au prix de la répression et du sang au Chiapas... On se prétend libéral, mais on veut des bénéfices garantis. Tel est le message du capitalisme planétaire. ❐

L'AFFRANCHI

Périodique des AmiEs de l'Association Internationale Travailleurs

Editeur Responsable André Bösiger

Pour toute correspondance

RÉFLEXIONS SOCIALES CASE POSTALE 172
CH - 1000 LAUSANNE 6 - OUCHY - SUISSE

ABONNEMENT : 5 NUMÉROS 20 FRS (80FF)
Versement : André Bösiger ccp 12-17661-5 - CH-1227 Carouge GE

ETAT FINANCIER DE L'AFFRANCHI

DEPUIS le n°0, l'Affranchi arrive à peu près à s'autofinancer. Pour l'instant la situation reste précaire. L'année dernière, nous sommes parvenus à éponger le déficit de 1993, mais pour réaliser le numéro que vous avez entre les mains nous avons dû nous gratter les poches... Nous espérons conserver des comptes équilibrés par le biais du renouvellement des abonnements et grâce au soutien généreux et régulier d'un certain nombre de lecteurs, compagnons... sans lesquels nous ne pourrions pas poursuivre. Nous continuons donc à demander votre soutien. Bonne nouvelle pour nos lecteurs français allergiques aux mandats postaux internationaux. A. Bösiger, notre éditeur, a depuis peu ouvert un compte bancaire en France pour pouvoir encaisser vos chèques. Merci de nous les envoyer à notre case postale: **RÉFLEXIONS SOCIALES, CASE POSTALE 172 CH - 1000 LAUSANNE 6 - OUCHY - SUISSE.**

COMPTES DE L'ANNÉE 1994

	Entrées	Sorties
Déficit au 31 déc. 1993		—330.45 frs.
Abonnements, soutien et ventes	2'382.65 frs.	
Impression, frais PTT, etc.		—2'049.50 frs.
Solde en caisse 31 décembre 1994	2.70 frs.	

L'anarchisme est-il soluble dans l'extrême-droite ?

par Ariane

L'Affranchi poursuit son travail d'investigation sur l'extrême-droite avec un dossier constitué par cet article, un texte de Claude Cantini sur la situation de l'extrême-droite en Suisse et une information sur la secte Nouvelle Acropole. Ce premier article s'intéresse au phénomène dit des "passerelles"(1), c'est-à-dire des groupes qui prétendent réunir dans le même camp les idéologies d'extrême-droite et d'extrême-gauche, le nationalisme et l'anarchisme.

Chacun connaît les thèmes habituels de l'extrême-droite : défense de la patrie, des hiérarchies, de l'autorité, lutte contre l'immigration... A côté des défenseurs de l'ordre moral, il existe une autre tradition plus "subversive", celle des véritables fascistes qui sont en train de "renouveler" leur credo en donnant, dans certains cas, une coloration véritablement révolutionnaire et anticapitaliste à leurs discours.

Pour ces gens, il paraît que les extrêmes se rejoignent ! Qu'il faut abandonner le clivage droite-gauche pour lui préférer la notion d'un «*centre*» et d'une «*périphérie*» : le premier étant constitué par «*l'idéologie dominante, la seconde regroupant tous ceux qui n'acceptent pas cette idéologie*». Cette idée est exprimée par Alain de Benoist, le principal penseur de la Nouvelle Droite française(2). Cet intellectuel inspire un courant qui participe à la revitalisation de l'extrême-droite : le national-bolchévisme dont l'organisation française Nouvelle Résistance dispose d'une boîte aux lettres dans le canton de Genève.

Issue d'une scission de l'organisation Troisième Voie en 1991, Nouvelle Résistance se déclare favorable à un large front anti-système réunissant les anticapitalistes, les anti-impérialistes, les écologistes, les anarchistes... Ces révolutionnaires en chemises brunes semblent bien décidés à marcher sur les plates-bandes de pas mal de gens. Exploiter la confusion, pénétrer des groupes ou mouvements appartenant à d'autres idéologies, se servir de l'image des autres... voici leurs méthodes. En 1992, ils ont infiltré l'organisation de jeunesse des Verts d'Antoine Waechter. Ils créent des comités de lutte contre Mc Donald's, se vantent de participer aux mobilisations contre le tunnel du Somport, prennent la défense des minorités nationales (Bretons, Basques, Corses ou Croates...), publient des articles de solidarité avec Marc Rudin, ce militant suisse de la lutte palestinienne emprisonné au Danemark... Dans leur périodique *Lutte du peuple*, ils se présentent mêmes comme libertaires : «*il ne fait pas de doute que nous revendiquons l'héritage de la tradition libertaire, en particulier celui du socialisme français d'inspiration proudhonienne ou blanquiste*»(3), et prennent comme référence un Comité central socialiste révolutionnaire, scission du parti blanquiste datant 1889(!), dont les fondateurs furent les compagnons de lutte du boulangisme et de l'écrivain nationaliste français Maurice Barrès. Le "socialisme national" ou national-socialisme a comme on le voit une longue histoire...

Il est assez intéressant de découvrir comment s'articule, chez les néo-fascistes, la liaison entre l'écologie et la défense des différentes cultures. Voici l'argumentation de madame Alika Lindbergh du Cercle national pour la défense de la vie, de la nature et de l'animal, une organisation proche du Front National en France : «*Ce sont les enseignements de l'éthologie qui nous font condamner le métissage, destructeur de toute les grande races. Il produit une véritable bouillie, où, sans racines, sans traditions, plus personne ne se sent plus attaché à rien. C'est pour cela que les métis brésiliens — le mélange de races le plus abominable que je connaisse — sont incapables de défendre la forêt amazonienne.*»(4) Voici comment on établit un pont entre la défense de la bio-diversité dans la nature et celle de la pureté raciale. A Nouvelle Résistance on est plus fin, ce sont les cultures plutôt que les races qui ne doivent pas se mélanger; ils se battent contre le "cosmopolitisme". S'ils combattent l'impérialisme américain, par exemple, c'est parce qu'il est le produit d'un mélange de cultures. Pour eux, la guerre dans l'ex-Yougoslavie apparaît comme un événement favorable, permettant de renforcer les identités (et la pureté) de chacune des communautés,

SOUSCRIPTION PERMANENTE

M. T.	VD	20.-
J. P. S.	NE	50.-
D. C.	VD	30.-
E. P. M.	GE	20.-
V. C. G.	VD	20.-
A. P.	FRANCE	20.-
A. S.	GE	30.-
B. R.	TI	20.-
A. V.	VD	20.-
J. B. T.	VD	20.-
A. C.	TI	30.-
M.T. C.	VD	20.-
J. L. B.	GE	30.-
C. G.	TI	200.-
A. M. C.	TI	20.-
H. S.	GE	20.-
J. P. N.	TI	30.-
S. E.	VD	30.-

AFFRANCHI N°10 PRINTEMPS 1995 LISTE N°6

qu'elle soit serbe, bosniaque ou croate. Leur idéal de société est le modèle d'un grand empire — antérieur au christianisme jugé trop égalitariste — qui s'appuierait sur des petites communautés fermées sur elles-mêmes.

Dans un autre registre, nous avons évoqué dans *l'Affranchi* n°9, l'existence de pseudo-anarchistes authentiquement nazis d'une Alliance Ouvrière Anarchiste (AOA) elle-même liée à un mystérieux Mouvement anarchiste mondial. Cette engeance propage, entre autres, les thèses dites "révisionnistes" niant la réalité de l'holocauste nazi. Nous avions signalé une feuille particulièrement puante *L'anarchie* publiée au Mans. Son rédacteur, un certain Raymond Beaulaton, vient de décéder, ce n'est pas une grande perte... mais il semble avoir fait des petits, en particulier à Caen où se publie une *Kontestation anarchiste* (5). S'agit-il de cette «*structure révolutionnaire libertaire liée à l'Organisation Ouvrière Anarchiste [qui] s'est déclarée publiquement favorable au Front Uni Anti-système tandis que quelques-uns de ses membres rejoignaient Nouvelle Résistance ?*»(6) Sans doute, puisque sur une feuille de l'AOA, *Lutte du peuple* est présentée comme appartenant à la "presse amie".

Ces liens entre nationaux-bolchéviques et "anarcho-fascistes" ont de quoi surprendre. Les premiers évitent toute référence à l'individu car la "communauté" constitue pour eux le principe de base de la nation. Au contraire, les membres de l'AOA se présentent comme des individualistes forcenés. Opposés à toute organisation, ils préconisent la révolution individuelle : «*celle des esprits*». Considérant que «*la masse est réactionnaire*», ils se déclarent «*désintéressés des agitations grégaires*» n'ayant «*ni l'intention, ni la possibilité, d'intervenir dans la marche du troupeau humain vers le suicide*»(7). Le rapprochement entre ces deux groupes peut-il être expliqué autrement que par une adhésion aux mêmes valeurs, au même principes nazis ?

Un périodique répugnant : *l'Homme libre*

René Bianco de Marseille a eu la gentillesse de nous envoyer la fiche consacrée à *l'Homme libre* dans sa thèse sur la presse anarchiste d'expression française(8). Voici un extrait de son étude : «Bien que cette revue continue de revendiquer l'étiquette anarchiste, (...) il ne fait aucun doute qu'une majorité d'articles, depuis les années 1967-1968, reprennent les thèmes traditionnels de l'extrême-droite antisémite». Créé en 1960, *l'Homme libre* est le plus ancien et le plus conséquent (en nombre de pages) des feuilles "anarcho-fascistes". Son rédacteur, un certain Marcel Renoulet, né en 1920, aurait roulé sa bosse dans le mouvement libertaire (normal) de St.-Étienne pendant une partie de sa vie(9).

En tout état de cause, dans *l'Homme libre*, la volonté confusionniste est claire. Un article sur le film *Un autre futur* (documentaire sur les anarchistes dans la révolution espagnole) voisine avec un compte rendu d'une pièce de théâtre à la gloire du maréchal Pétain ! On y trouve pèle mêle des articles pour l'écologie et la défense des animaux (avec Brigitte

IMAGE SYMBOLIQUE TIRÉE DU JOURNAL *L'HOMME LIBRE* N°127, AVRIL-JUIN 1991

Bardot), contre les immigrés, pour les médecines douces, contre les droits de l'homme, pour la liberté d'expression des "révisionnistes"...

L'idée qui prédomine est parfaitement réactionnaire, c'est celle d'un nécessaire retour au passé, à l'ordre primitif du cosmos, aux valeurs éternelles... ou à l'époque des gaulois, des celtes... car la civilisation moderne est décadente. Voici une citation choisie : «*Enfermé dans le matérialiste, le sentimentalisme, le scientisme, l'Homme a perdu le contact avec l'Univers auquel il était originellement lié et était partie prenante (...). La spiritualité a quasiment disparu de la sphère occidentale et ne survivent que de pâles ersatz (par exemple, l'Église Catholique n'est rien par rapport à ce qu'elle a pu représenter au moyen-âge). Les grands penseurs d'autrefois ont disparu...*»(10)

Au risque d'attrister le copain qui a écrit *Une tentative de récupérer Stirner* dans *l'Affranchi* n°9, il faut signaler qu'un plumitif de *l'Homme libre* s'amuse également a "interpréter" son auteur favori. Encore une citation : «*Louis XIV, stirnérien ? Ce serait anachronique. Mais Stirner louis-quatorzien, reprenant à son compte le royal "L'État, c'est moi", pour congédier pape, princes et gouvernements afin de garder, seul, les clés du royaume de sa propre existence et celle du château de ses pensées, voilà l'image qui me séduit.*»(11) Malhonnêteté intellectuelle ? Et alors ! Il se trouvera peut-être quelqu'un pour mordre à l'hameçon et accepter un débat. Dans ce cas, le provocateur devient interlocuteur... Le texte dont la citation qui précède est tirée aurait dû être discuté — selon son auteur — à l'Atelier de création libertaire (ACL) de Lyon, si les copains de l'ACL n'y avaient pas mis le holà. Cet incident montre que des fascistes, travestis en anarchistes, cherchent le contact et la reconnaissance de certaines structures du mouvement libertaire.

★ ★
★

Alors les extrêmes se rejoignent-ils ? Tout rejet du système actuel est-il nécessairement totalitaire ? Les démocrates qui défendent ce point de vue doivent être assez surpris de voir qu'il a été adopté par les néo-fascistes. En ce qui nous concerne, nous continuons à penser que nos idées de liberté, d'égalité, d'auto-organisation des gens à la base... sont aux antipodes de la purée mentale des vieux et nouveaux fascistes de tout poil. Cela dit, il faut être vigilants, les membres de l'AOA semblent peu nombreux, mais leur structure pourrait être "revitalisée" par des gens qui veulent augmenter la confusion dans le mouvement libertaire, que ce soit Nouvelle Résistance ou d'autres.

La majorité des penseurs anarchistes auxquels nous nous référons ont vécu au XIXe siècle. Il ne faut pas prendre au pied de la lettre tout ce qu'ils ont écrit, mais essayer d'en restituer l'esprit qui n'est pas archaïque, mais résolument moderne. Confrontés au développement du capitalisme et à la constitution des États modernes, ils se sont efforcés de les combattre par la critique et en imaginant des alternatives. Certains, mais pas tous, ont cru au mythe de la "bonne société", naturelle, spontanée. Aujourd'hui, nous savons qu'il n'y a jamais eu de société bonne par nature, que toute société humaine est une construction sociale et qu'une meilleure société ne peut se construire que par la volonté collective des hommes et des femmes qui la composent. C'est pourquoi dans nos organisations et dans les luttes des exploités auxquelles nous participons, nous essayons de fonctionner de la même manière que nous le ferions dans la société libertaire que nous imaginons. Mais ce principe de base est loin de se suffire à lui-même. Il faut aussi se réapproprier collectivement et prolonger les réflexions qui ont été menées par les penseurs anarchistes du passé. C'est un gros boulot, mais il faut s'y mettre sérieusement si l'on ne veut pas que des mystificateurs exploitent notre image, nos références, pour défendre des idéaux et des valeurs exactement à l'opposé des nôtres.

❐

(1) Voir à ce sujet le livre de Tierry Maricourt, *Les nouvelles passerelles de l'extrême-droite*, Ed. Manya, 1993.

(2) Cité in *Réflex* n°37, été 1992.

(3) *Lutte du Peuple* n°14, avril 93. Il est juste de classer Louis Auguste Blanqui (1805-1881) parmi les socialistes français, mais non parmi les libertaires. Ses projets d'insurrection menée par une minorité armée ainsi que son idée d'établir une dictature et un régime de transition vers le communisme en font plutôt un précurseur de Lénine.

(4) Citée in Jos Vander Velpen, *Les voilà qui arrivent ! L'extrême droite et l'Europe*, Epo-Reflex, 1993, p. 93.

(5) Autres torchons rattachés à l'AOA : *Libre examen* à Perpignan, *C'est un rêve* à Marseille, *Complot d'indifférence* au Mans et *l'Homme libre* à St.-Étienne dont nous parlerons plus loin.

(6) *Lutte du Peuple* n°23, sept.-oct.1994.

(7) *L'Homme libre* n°127, avril-juin 1991.

(8) *Un siècle de presse anarchiste d'expression française dans le monde*, Aix-en -Provence, 1988, 7 vol., 3503p.

(9) Selon *l'Ere nouvelle*, mars-avril 1989.

(10) Alain Clerc, *l'Homme libre* n°130, janv.-mars 1992.

(11) Serge Ninn, *l'Homme libre* n°142, janv. 1995.

L'extrême-droite

Par Claude Cantini

Afin de mieux connaître l'extrême-droite de ce pays, nous avons demandé à Claude Cantini. auteur de plusieurs livres sur le sujet, de répondre à un certain nombre de nos questions.

— Dans ton livre «Les ultras» tu distingues les organisations réactionnaires, les groupements antidémocratiques et les mouvements clairement fascistes. Peux-tu brièvement expliquer où se situent les différences ? S'agit-il de divergences idéologiques ou est-ce avant tout les moyens d'action qui diffèrent ?

— Le fascisme ne tombe pas du ciel, il est le résultat de l'évolution d'une mouvance réactionnaire et nationaliste. En ce qui me concerne, j'aime affirmer que tout nationalisme est un fascisme en puissance, même si les politologues puristes trouvent cette affirmation par trop péremptoire.

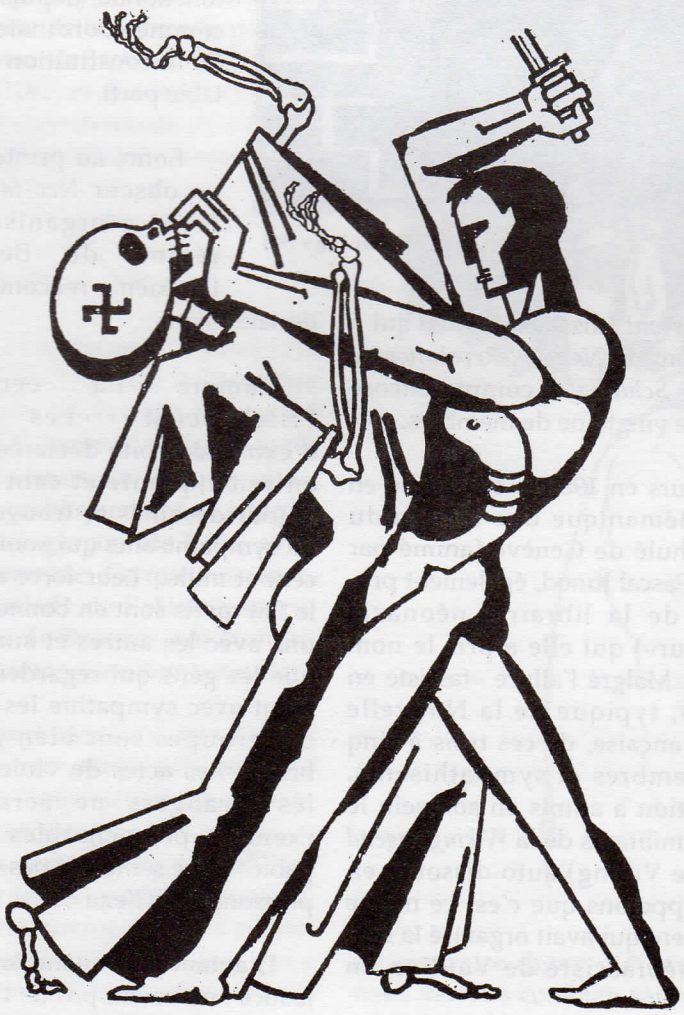
Au niveau du système démocratique, il est clair aussi que le rapport de forces grippe toujours plus son fonctionnement : à cause surtout de l'intervention lourde de groupes de pression (économiques et politiques) qui disposent des moyens nécessaires pour «former» l'opinion publique, selon leurs intérêts. C'est le premier échelon : celui que le professeur Erich Gruner appelle «démocratie réduite». Le deuxième échelon, caractérisé par la «démocratie autoritaire», est représenté par toute une série de mouvements politiques qui ont comme dénominateur commun — nonobstant les adjectifs trompeurs dont ils s'affublent — l'antidémocratisme. La gamme idéologique de ces mouvements est suffisamment large pour nous autoriser à parler, pour certains d'entre-eux du moins, de groupements à la limite du fascisme.

Un esprit réactionnaire de base unit toutes les nuances de l'extrême-droite. A partir de quoi, par un effet de synergie, elles jouent les unes par rapport aux autres le rôle de courroies de transmission, provoquant ainsi, tout naturellement, une escalade idéologique, plus ou moins rapide suivant les circonstances sociales, qui mène vers l'extrême-droite musclée : c'est l'échelon terminal. De la pensée à l'action en quelque sorte : d'où la responsabilité écrasante (trop souvent niée, sous le prétexte de légitimes positions théoriques) d'une certaine catégorie d'intellectuels. C'est dans ce sens que Roger Francillon a écrit récemment (à propos de Gonzague de Reynold) : «L'opposition entre dictature totalitaire et droite autoritaire est certes justifiée, mais on peut se demander

si, une fois le doigt mis dans l'engrenage de l'autoritarisme, la tentation totalitaire ne suit pas forcément».

— Tu montres aussi qu'il y a de nombreux liens entre certains groupes «ultras» et les partis gouvernementaux de droite. Pourrais-tu rappeler la nature de ces liens ? Comment les expliquer ?

— Étant donné que les partis gouvernementaux de droite sont par excellence le relais parlementaire des intérêts signalés plus haut, il me semble tout à fait normal que des liens personnels se développent entre partis bourgeois traditionnels et groupes plus ou moins extrémistes. Du reste, chaque parti de droite a sa frange «ultra» qui permet de faire aisément le joint : les exemples fournis par une Geneviève Aubry (radicale), par un Christoph Blocher (démocrate du centre), par une Suzette Sandoz (libérale) et par un René Berthod (démocrate-chrétien) ne sont pas uniques. En ce qui concerne les mouvements «à la limite», l'exemple de la Ligue vaudoise est aussi significatif : elle a représenté la première école idéologique de plusieurs frontistes des années 30 et 40.



Du reste, toute l'histoire politique le prouve, si une partie de la troupe des mouvements philofascistes et philonazis a été fournie par des sous-prolétaires et autres travailleurs en crise, le gros et surtout les cadres moyens et supérieurs provenaient presque sans exception des partis de droite; vers lesquels, ces nationalistes fiévreux sont souvent retournés après l'échec de leurs tentatives totalitaires. En Suisse romande, le parti libéral a été particulièrement entraîné dans ce va et vient idéologique, comme dans certains cantons, le parti catholique-conservateur, devenu démocrate-chrétien.

— Dans «Les ultras», tu as fait un panorama général des groupes d'extrême-droite en Suisse jusqu'en 1991. Peux-tu nous décrire brièvement les groupes qui sont les plus actifs actuellement ?

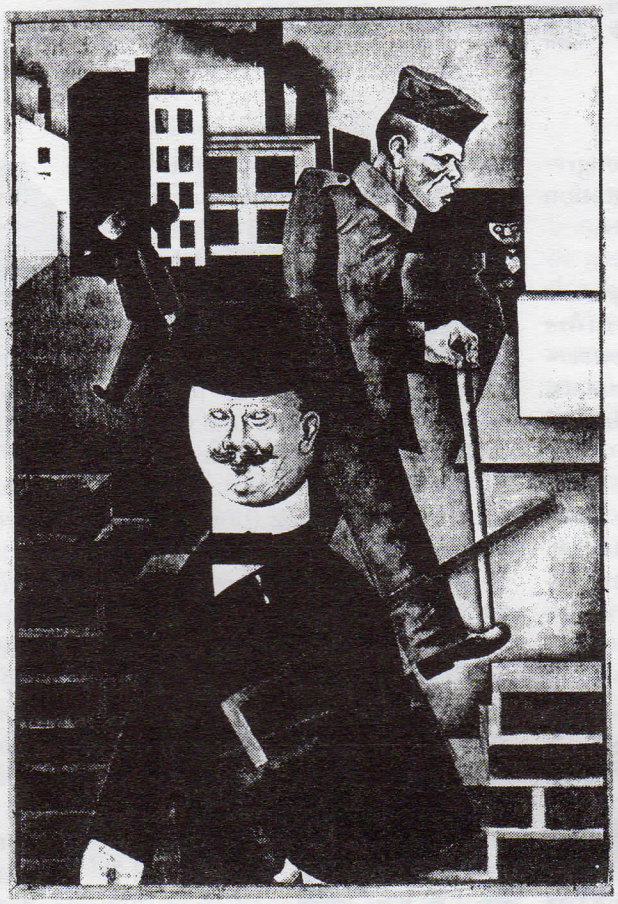
— Depuis 1945, vingt-cinq ou vingt-six mouvements nazis/fascistes ont vu le jour en Suisse. Jusqu'en 1950, ce sont les nostalgiques d'avant-guerre qui se manifestent. La période 1950-1960 est caractérisée par le foisonnement des officines «anticommunistes» et des mouvements religieux réactionnaires. A partir de 1960, surgissent les groupements nationaux-intellectuels et depuis 1975, ceux à caractère national-populiste (renforcés ces dernières années par les mouvements formés de marginaux comme le *naziskins*).

De tous ces groupes, une demi-douzaine subsistent aujourd'hui et sont plus ou moins actifs (le plus important, le Front Patriotique de

Marcel Strebel, 350 membres, s'est sabordé en 1993).

Le *Nouvel Ordre Européen* a été fondé à Zurich en 1951. Parmi les membres fondateurs, nous trouvons le lausannois Gaston-Armand Amaudruz qui en est encore le secrétaire général et qui publie, depuis 1952, le bulletin mensuel «Le courrier du Continent» (tirage mille exemplaires). La section suisse de ce mouvement compte une centaine de membres et diffuse, par correspondance, la littérature nazie interdite partout ailleurs, ou presque, en Europe.

L'*Eidgenössische demokratische Union* (Union démocratique confédérale), une dissidence du *Republikanische Bewegung* (Mouvement républicain) de James Schwarzenbach, a été fondée à Winterthour en 1975 par Max Wahl. Elle a récupéré d'anciens frontistes ainsi que des membres de l'Action nationale. Les seules sections actives se situent en Suisse alémanique, celle du canton de Vaud, créée en 1987, périclite depuis lors. Son organe de presse (officiellement jusqu'en 1981) est «Eidgenoss» (tirage vingt mille exemplaires). Il est interdit en Allemagne depuis 1985, l'éditeur a été condamné en 1990 pour «agitation et incitation à la haine raciale». «Eidgenoss» a été sabordé par son éditeur-rédacteur en décembre 1994.



Georg Grosz « Grauer Tag » 1921

Le *Neue Nationale Front* est né en Argovie en 1985, comme résultat de la politisation des groupes «skinheads» de Suisse alémanique. Il a publié «Der Wehrvolf» (1985-1987) et «Totenkopt» (1991-1993). Ajoutons que dans la région lausannoise — ou G.-A. Amaudruz donne à son domicile des cours d'idéologie raciste à leur intention — les *naziskins* vaudois ont édité, à Echallens, un bulletin interne intitulé «Guillaume Tell».

En 1989, s'est constituée à Schaffhouse une branche autonome du *Neue Front* (dissous depuis) qui a pris le nom de *National-Revolutionäre partei der Schweiz* et compte encore une petite vingtaine de membres.

Toujours en 1989, a été lancée en Suisse alémanique une section du Cercle Thulé de Genève (animé par l'avocat Pascal Junod, également promoteur de la librairie néonazie «Excalibur») qui elle a pris le nom d'*Avalon*. Malgré l'allure «fasciste en cravate», typique de la Nouvelle Droite française, de ces trois à cinq cents membres et sympathisants, cette section a admis en son sein le gros des militants de la *Wiking Jugend* (Jeunesse Viking) auto-dissoute en 1991. Rappelons que c'est ce même mouvement qui avait organisé la rencontre néofasciste de Vaulion en 1988.

Un autre mouvement néonazi, le *Parti Nationaliste Suisse et Européen* a été créé en 1991 à La Chaux-de-Fonds et a publié depuis «Vehrvolf», tandis que sa section vaudoise publiait «Helvétie blanche». La trentaine de membres actifs du début semble avoir progressivement fondu, malgré le soutien du *Nouvel Ordre Européen* et du Cercle Thulé genevois. Le *Parti Nationaliste Suisse et Européen* s'est sabordé en octobre 1994, suite à l'acceptation de la loi contre le racisme.

L'organisation genevoise Troisième Voie, en veilleuse depuis quelques années, vient de resurgir en 1993 sous le nom de *Nouvelle Résistance*, section suisse du Front européen de Libération, un mouvement national-révolutionnaire qui fonctionne, depuis la France, comme coordinateur en vue de la constitution d'un véritable parti.

Enfin, au printemps 1994, un obscur *Neo-faschistische Front* a organisé dans la région de Berne une Deuxième rencontre internationale «skin»

Comme l'a écrit Jürg Frischknecht «Les groupes d'extrême-droite déclarés comptent entre cinquante et cent activistes autour desquels se trouve un cercle de sympathisants qui sont entre cinq cent et mille. Leur force réside dans le fait qu'ils sont en bonne liaison les uns avec les autres et surtout parce que les gens qui regardent ouvertement avec sympathie les actions de ces groupes sont bien plus nombreux. Les actes de violence contre les étrangers ne seraient, par exemple, pas pensables si les coupables ne se sentaient pas comme des poissons dans l'eau».

D'autant plus quand la police et la justice «ne voient pas de l'oeil droit», ce qui se traduit trop souvent — même en laissant de côté les cas, malgré tout extrêmes, de policiers membres d'organisations xénophobes — par un refus presque systé-

matique d'accorder aux affaires traitées une motivation politique. Combien de fois l'abus d'alcool n'a-t-il pas été utilisé comme facile et unique explication ?

— Durant l'année 1994, l'extrême-droite a connu un revers avec l'échec du référendum contre la loi antiraciste. D'autre part, on a moins parlé d'attentats contre des centres de réfugiés. Peut-on dire pour autant qu'elle est en perte de vitesse ?

— L'échec de l'extrême-droite, suite à l'approbation de la loi antiraciste en septembre dernier, est tout relatif. Le 55% de oui doit être comparé au maigre 45% de votants, ce qui veut dire en clair que — confronté à un sujet d'une telle gravité — plus de la moitié du corps électoral a choisi de ne pas se prononcer. Quant au 45% (du 45%) qui a voté contre la loi, les premières analyses estiment qu'au moins le quart provient, sinon toujours de racistes politiquement engagés (qui représenteraient «seulement» 10% des non), de gens sensibles aux arguments de l'extrême-droite.

Certes, les attaques contre les lieux d'hébergement de requérants d'asile ont diminué, (septante-et-un en 1991, quarante-deux en 1992, neuf en 1993, trois en 1994). Cela signifie-t-il pour autant que les racistes ont baissé les bras ou sont en diminution ? La seule diminution dont on est sûr est celle concernant le nombre de réfugiés; suffisante, à mon avis, à expliquer les chiffres qui précèdent. A cela il faut ajouter un autre élément : le discours de plus en plus populiste — non seulement des trois formations politiques parlementaires d'extrême-droite : Démocrates suisses (ex-Action nationale), Parti de la Liberté (ex-Parti des automobilistes) et Lega Ticinese — mais aussi de la part de l'aile extrémiste et probablement majoritaire de l'Union démocratique du centre. En effet, face à la réaction négative de la majorité de l'opinion publique à l'encontre des actes de violence, a eu lieu, de la part de politiciens plus «sages» (pour le moment), la récupération (ou du moins la neutralisation) d'une partie des groupes qui prônent le racisme «actif» de type nazi.

— Certains groupes «ultras» ne seraient-ils pas une sorte de vivier, une antichambre, dans laquelle certains jeunes militants se feraient la main avant de devenir «raisonnables» et de rejoindre un parti de la droite classique ?

— Cette question rejoint logiquement la conclusion de ma réponse précédente. Il reste à voir si la «raison» de ceux qui rentrent en quelque sorte au bercail sera durable. Particulièrement en ce qui concerne les «skins» organisés; au delà d'une utilisation ponctuelle possible, l'approche des milieux bourgeois me semble sujet à caution, vu leur empreinte sociologique tout de même fort différente.

— Nous n'avons pas en Suisse un grand parti d'extrême-droite, comme le Front national en France, le parti de Haider en Autriche ou l'«Alleanza Nazionale» en Italie. Pourquoi ? Penses-tu qu'un tel parti puisse se constituer à l'avenir ?

— Pas dans l'immédiat en tout cas, l'histoire politique de la Suisse n'étant pas du tout comparable à celles qui ont marqué des pays comme la France, l'Allemagne et l'Italie. Le conservatisme helvétique n'a jamais connu de positions extrêmes (dans son ensemble s'entend) et la bourgeoisie a pu jouer bien davantage qu'ailleurs sur le consensus social; illusoire dans la pratique bien évidemment, mais qui pèse aujourd'hui encore sur les mentalités. La faiblesse de la gauche et la malléabilité des travailleurs (du reste assez éloignés, à la suite d'une forte mobilité sociale favorisée par une émigration importante, d'une conscience «ouvrière») ne peuvent pour le moment que tranquilliser la classe possédante et l'éloigner de ce fait de toute tentation pour des aventures plus ou moins totalitaires.

— Malgré les nombreuses divisions qui existent au sein de l'extrême-droite, il y a en Suisse une coordination qui fonctionne entre un certain nombre de groupes. Que sais-tu de ce sujet ?

— Cette question me donne la possibilité de relativiser un peu

l'optimisme manifesté dans la réponse qui précède.

Effectivement, sur l'initiative, entre autres de G.-A. Amaudruz, s'est constituée en 1982 une *Coordination nationale* qui a organisé depuis, à raison de trois à quatre fois par année, des réunions; elles se sont déroulées tout d'abord à Olten et ont lieu depuis 1987 à Fribourg (très exactement au Café de l'Espérance, rue du Progrès). Ces réunions rassemblent entre trente et quarante délégués des mouvements nazis/fascistes suisses, ainsi que des membres de l'ex-Action nationale et de ce qui reste (à Genève) de Vigilance. A l'assemblée générale de mars 1990, la *Nationale Koordination* s'est dotée d'un nouveau comité Elie Berset (Bâle) est resté à la présidence, Jean-Pierre Farjon (Gland) a remplacé Amaudruz à la vice-présidence et Martine Boimond (Carouge) a pris la place du lausannois Sylvain Collaud à la trésorerie. Il faut aussi insister sur le fait que les groupes suisses d'extrême-droite entretiennent des contacts suivis avec leurs camarades de l'étranger. A titre d'exemple, avec le Front national de Jean-Marie Le Pen, avec le mouvement social européen fondé par Maurice Bardèche (beau-frère de Brasillach) et, naturellement, avec les nombreux groupements néo-nazis allemands.

— Avec l'augmentation du chômage, les difficultés économiques et la crise d'identité des Helvètes (plus ou moins liée au problème Suisse-Europe), de nombreuses personnes sont séduites par les arguments des racistes et autres démagogues. Dans ce contexte, comment faire pour lutter contre l'influence de l'extrême-droite ?

— J'ai toujours pensé qu'il est plus facile d'être antiracistes et xénophiles quand on habite une villa à Jouxtens-Mézery ou à Collogny que si l'on doit partager avec d'autres (étrangers de tout horizon de surcroît) un triste HLM. Cela veut dire que pour contrer efficacement les «arguments» simplistes, voire mensongers de l'extrême-droite, il faut de façon impérative se pencher en premier lieu, bien au-delà de tout angélisme, sur les problèmes réels, car quotidiens, qui accablent justement les couches sociales les moins favorisées (ceux qu'on appelait autrefois le peuple) : travailleurs non ou mal qualifiés, chômeurs bien entendu, personnes âgées à bas revenu et plus ou moins atteintes dans leur santé, locataires. Problèmes qui se répercutent dangereusement sur l'esprit des jeunes et des moins jeunes.

Même nos si paisibles sociaux-démocrates en conviennent, eux qui écrivaient récemment : «Une véritable politique antiraciste passe aussi par une politique sociale». Il ne suffit pas en effet de faire appel aux seuls bons sentiments.

Puisque — comme le rappelait avec force Brecht — «le ventre de la Bête est toujours prêt à être fécondé», lorsque l'angoisse pour le lendemain s'ajoute à l'irrationnel et que les deux tiennent lieu de réflexion, le fascisme, sous toutes ses formes, n'est jamais loin. ❐

QUELQUES OUVRAGES DE CLAUDE CANTINI :

— *Le fascisme italien à Lausanne : 1920-1943*, Éd. Cédips, Lausanne, 1976.
— *Le colonel fasciste suisse, Arthur Fonjallaz*, Lausanne, Éd. P.-M. Favre, 1983.
— *L'Église nationale vaudoise et le fascisme*, Forel-Lavaux, 1985.
— *Les ultras : extrême-droite et droite extrême en Suisse : les mouvements et la presse de 1921 à 1991*, Lausanne, Éd. d'en bas, 1992.

Nouvelle Acropole
La secte aux deux visages

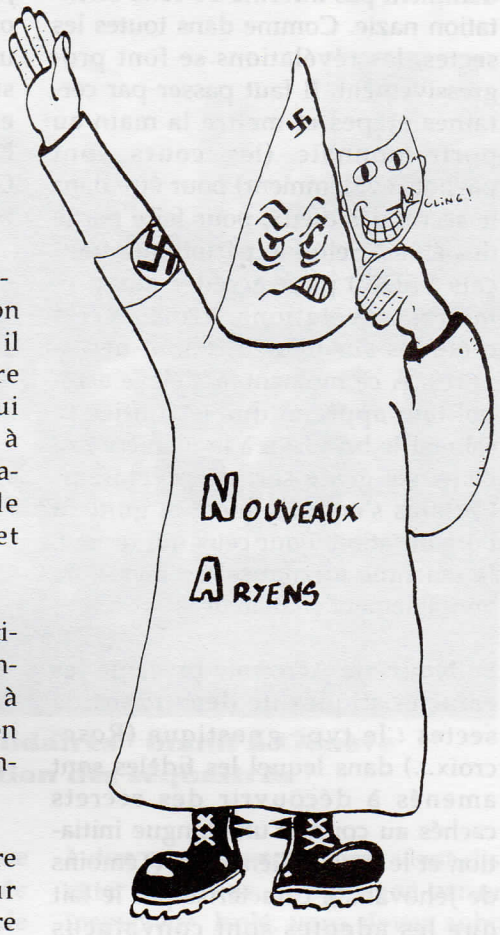
Par les amiEs de l'A.I.T

«Réfléchir pour parvenir à la liberté et à l'autonomie individuelle.» C'est sous cette devise que la journaliste Marlyse Tschui a présenté l'association Nouvelle Acropole dans un article élogieux paru dans *Femina*(1). Deux pages de publicité gratuite dans lesquelles Jean-François Buisson, dirigeant suisse de Nouvelle Acropole, vante ses cours de philosophie «ouverts à toute personne intéressée». Dans les propos de ce monsieur, il est question «de réflexion sur des thèmes fondamentaux comme l'amour ou la mort», de liberté, de comprendre les autres... De Nouvelle Acropole on nous dit que c'est «une école de philosophie à la manière classique, œuvrant hors du ghetto académique» et que «son objectif est de réunir des hommes de toute croyances, races et conditions sociales autour d'un idéal de fraternité universelle». Tout cela paraît très sympathique... Au détour d'un paragraphe on apprend pourtant que Nouvelle Acropole a «été assimilée par certains tantôt à une secte, tantôt à un mouvement politique d'extrême droite». Pure calomnie, remarques frileuses de médiocres à l'esprit étroit ? C'est ce que semble penser la journaliste qui rétorque que l'on «ne parle pas impunément de religions et de liberté individuelle, surtout si l'on se situe hors des cadres habituels !»

Depuis 1993, le point de vue de Marlyse Tschui n'a pas varié. Citée en référence par un autre journaliste dans un récent article de *24 heures*(2) elle déclare : «J'attends qu'on m'apporte la preuve que c'est une secte. Le mouvement l'est d'autant moins, à mon avis, qu'il se penche sur l'étude de toutes les religions et grandes philosophies, sans prétendre détenir la vérité absolue. Tout le contraire d'une secte». L'auteur de cet article, Olivier Grivat, prend également la défense de Nouvelle Acropole en assenant un argument, aussi massue qu'irréfutable, contre ses détracteurs. A propos d'une organisation qui soutient les victimes des sectes, il écrit : «n'y a-t-il pas plus sectaire qu'un chasseur de sectes ?» Et lui aussi se fait un plaisir d'offrir à Nouvelle Acropole une publicité gratuite en annonçant leur «cycle de cours de philosophie d'Orient et d'Occident».

Ces articles large public(3) constituent un véritable exemple de désinformation qui sied fort bien à Nouvelle Acropole, une organisation à deux visages qui cultive le mensonge et la tromperie.

Qui pourrait penser que derrière le stand d'information «pour l'Europe des cultures», où l'on offre des tracts traitant de «la lutte contre le racisme», que derrière les «week-ends "aventure" ou ateliers "découverte"» comprenant «saut en parachute, course d'orientation, spéléo, théâtre, écologie, action humanitaire, art martiaux, musique, développement personnel...»(4) se cache une secte d'extrême-droite ? Ce n'est certes pas la lecture des tracts distribués aux passants qui nous le révèle — tout au plus peut-on y noter la présence de thèmes chers à la Nouvelle droite comme le retour au spirituel, la nécessité des mythes ou le rejet de toute culture rationaliste et universelle — mais des documents internes à Nouvelle Acropole, un certain nombre d'enquêtes journalistiques ainsi que des témoignages et ouvrages sur les sectes.



Dessin tiré d'un tract de la CNT-Toulouse contre "Nouvelle Acropole"

UNE SECTE D'EXTREME-DROITE

Sur le plan interne, Nouvelle Acropole s'avère être une société secrète de type hiérarchique et mili-

taire. Sur le plan idéologique elle refuse la démocratie et préconise, par la voix de son fondateur, l'argentin Georges Livraga, un «gouvernement aristocratique et totalitaire»(5). Dans une revue interne, un autre dirigeant déclare : «Hitler est un de mes personnages préférés»(6).

Le simple curieux qui s'inscrit aux cours de philosophie n'est évidemment pas informé de cette orientation nazie. Comme dans toutes les sectes, les révélations se font progressivement. Il faut passer par certaines étapes et mettre la main au porte-monnaie (les cours sont payants évidemment) pour être dans le secret des dieux, pour faire partie des élus... Selon le périodique français VSD(7) pour accéder aux premières révélations, trois cycles d'études sur deux ans sont nécessaires. A ce moment-là, l'élève acropolitain apprend que les initiés se saluent le bras levé à la manière fasciste. Ce geste sert de révélateur. Certains s'en offusquent et quittent l'organisation. Pour ceux qui restent, la machine à fanatiser se met alors véritablement en marche.

Nouvelle Acropole présente les caractéristiques de deux types de sectes : le type gnostique (Rosecroix...) dans lequel les fidèles sont amenés à découvrir des secrets cachés au cours d'une longue initiation et le type millénariste. (Témoins de Jéhovah...), caractérisé par le fait que les adeptes sont convaincus d'appartenir à un groupe d'élus à qui un bonheur futur est promis.

UN ANCIEN ADEPTE TÉMOIGNE

Ramiro Pinto Cañon, un Espagnol qui a passé trois ans à l'intérieur de Nouvelle Acropole, a décrit dans un livre(8) les méthodes qui y sont utilisées. Le premier principe mis en œuvre est celui de la répétition. Dans les cours, les séminaires, les réunions internes... on répète un certain nombre de clichés idéologiques qui finissent par pénétrer profondément dans l'inconscient. Par différents mécanismes, on procède aussi à une restructuration dynamique de la personnalité. «On nous disait qu'on arrivait à la chasteté par le travail, que c'était un honneur de travailler pour Nouvelle Acropole et qu'il fallait payer pour cela. On arrive à être si exténué qu'on n'a plus envie de rien. Une autre tension se crée dans l'affrontement avec le monde extérieur, vu comme un ennemi constamment à l'affût (...) il faut toujours être sur ses gardes, les critiques ou dénonciations sont vécues comme une stratégie d'intoxication (...). Pour supporter cette tension, il faut un effort de dépassement qui augmente l'attitude fanatique». Ramiro Pinto Cañon parle d'une escalade émotionnelle vécue au passage d'un grade à l'autre. A ces occasions, l'émotion des autres participants, les serments, les drapeaux, les jeux de lumière, la musique... jouent un rôle fondamental. A l'inverse, ceux qui quittent la secte sont considérés comme des traîtres, des faibles, des drogués ou des dépravés potentiels...

LOGO DE NOUVELLE ACROPOLE ÇA RESSEMBLE À DU DÉJÀ VU !

Un autre élément est la négation des relations et obligations de la vie quotidienne : «la seule chose importante est la secte, le reste fait perdre du temps au travail offert au leader (...). Si l'on travaille à l'extérieur le sens est donné par l'argent qui va dans les coffres de la secte (...). Les relations familiales et professionnelles sont maintenues pour éviter d'avoir trop de problèmes et aussi pour infiltrer toutes les couches sociales. Ainsi les membres qui font bonne impression parviennent à avoir de l'influence et à obtenir les faveurs des moyens de communications (...). Certains membres ne font pas de prosélytisme pour que leur entourage ne les suspecte pas quand c'est dans l'intérêt de la secte».

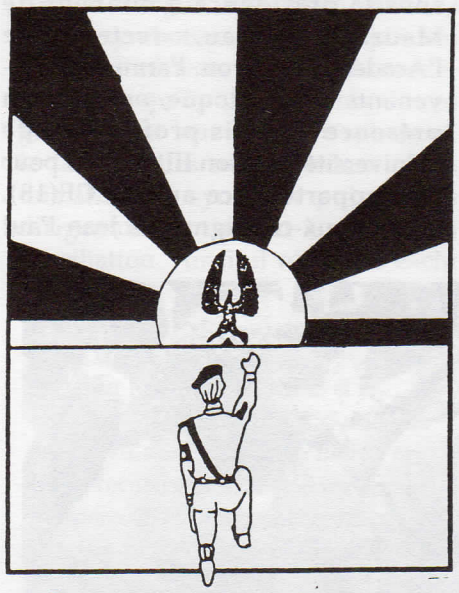
Concernant l'idolâtrie envers les chefs, Ramiro Pinto Cañon fait état d'un véritable ensorcellement : «Il faut s'agenouiller devant les chefs et les dirigeants. La théâtralité est immense au point qu'on la vit avec une fascination totale. On arrive à sentir l'idéal, à le palper et à délirer autour de lui». Au cours de son récit, il rapporte aussi une étrange anecdote qui fait songer à certains événements récents. On lui a raconté que dans un pays d'Amérique du sud, on avait voulu mettre à la porte de leur local des membres de Nouvelle Acropole, mais «ils restèrent à l'intérieur en menaçant de se brûler tous ensemble». Cette histoire est présentée comme héroïque...

Nouvelle Acropole ne cherche pas à créer un vaste mouvement. Ses cours et autres activités publiques ont pour objectif de créer un vivier duquel seule une petite élite est récupérée et intégrée aux différents niveaux de l'organisation secrète. «Cette structure (Nouvelle Acropole) se nourrit d'homme et transmute les plus aptes dans son grand corps et sa grande âme, les transformant en des surhommes. Les inaptes sont laissés derrière. Telle est la douloureuse loi. Ils seront accueillis par quelques structures hyènes où dans quelque mesure ils se réaliseront...»(9). Aux uns le collage des affiches, la confection du matériel de propagande, l'entretien des locaux, la fabrication

et la vente de moulages en plâtre de pièces archéologiques... aux autres la participation aux structures prestigieuses de la secte. La sélection est effectuée par des dirigeants formés aux méthodes autoritaires : «les pleurnicheries de la personnalité doivent être écrasées sans pitié (...). Le dirigeant doit être dur (...). L'ennemie est la personnalité de l'élève.»(10)

LE CORPS DE SÉCURITÉ

L'organisation interne de Nouvelle Acropole est compartimentée en différentes brigades dont la plus inquiétante est le corps de sécurité (CS). Celui-ci est créé lorsque, dans une région ou un pays, le nombre des membres dépasse de deux fois celui des chefs. Le corps de sécurité doit être dirigé par un militaire ou par un homme rompu aux arts martiaux(11). Cette structure se présente comme une petite armée secrète en attente d'action. Voici ce qu'en dit Miguel Martínez, un homme qui, après avoir milité dans l'extrême-droite italienne, a appartenu quatorze ans à Nouvelle Acropole. Il fut son fondateur à Syracuse, à Milan, puis son chef en Egypte... avant de lui claquer la porte au nez. «Les corps de sécurité occupent une place à part : ils sont organisés comme des commandos, présents dans les principales villes d'Europe. On garde le secret sur leurs activités, y compris au sein de l'organisation. En 1989, lors d'une réunion internationale à Vienne en Autriche, j'ai appris que le corps de sécurité belge allait prêter main-forte à certains services de renseignements. La secte forme son élite à la guérilla urbaine. Les instructeurs sont très qualifiés. Certains membres de la police italienne organisent les exercices.»(12) Ces liens avec la police sont confirmés par un autre repenti Felipe G., ancien chef des brigades du nord de l'Italie. «Lorsque je m'entraînait avec le corps de sécurité, nous pratiquions des exercices militaires. Nous utilisions des armes blanches mais aussi des armes à feu. Nous étions formés à la guérilla urbaine, par exemple à des débarquements commandos. Nos instructeurs appartenaient à la police italienne. A ma connaissance, il en est ainsi dans toute l'Europe. En Italie nous étions un peu plus de sept cents !»(13)



Couverture du numéro un du *Bulletin du corps de sécurité*, édité par Nouvelle Acropole

Si tout cela est bien exact, il y a de quoi s'inquiéter sérieusement. A plusieurs reprises les membres de Nouvelle Acropole ont montré qu'ils n'étaient pas des enfants de cœur. En 1988, le journaliste Bruno Fouchereau qui enquêtait sur eux, s'est fait sérieusement bousculer par des adeptes qui l'ont retenu une demi-heure dans une pièce en le menaçant physiquement(14). Le 10 mai 1994, un groupe de militants antifascistes de la ville de Castellón en Espagne, qui collaient des affiches dénonçant Nouvelle Acropole, ont été victimes d'une agression et d'une tentative d'enlèvement. Après avoir été violemment frappé, un militant antifasciste a été entraîné dans une voiture, interceptée un peu plus tard par la police(15).

DES VOYOUS ET DU BEAU LINGE

Dans un autre registre Nouvelle Acropole a montré qu'elle ne craignait pas l'illégalité. En mai 1993, la brigade financière de Madrid découvrait au domicile de Delia Guzman (l'impératrice de la secte depuis la mort de G. Livraga en 1991) un véritable musée d'objets archéologiques volés. L'état major de la brigade financière a déclaré : «... Dans le même immeuble, nous avons décou-

MIEUX CONNAITRE NOUVELLE ACROPOLE

Fondée en Argentine en 1957 par Georges Livraga, Nouvelle Acropole est une secte d'extrême-droite, déguisée en association culturelle. Après avoir étendu ses activités en Amérique latine, aux USA et au Canada, elle a gagné l'Europe il y a quinze ou vingt ans.
Depuis la mort de son fondateur en 1991, Nouvelle Acropole est dirigée par une impératrice (!) Delia Guzman, de nationalité espagnole.
L'organisation serait présente dans 45 pays. En Suisse, à notre connaissance, *Le Zombie libéré* (n°44) à été le premier, en 1992, à signaler son installation à Genève. Selon *24 heures* du 22 octobre 1994, Nouvelle Acropole compterait près de 3'000 adeptes dans notre pays, dont une cinquantaine de convaincus. Elle dispose d'un local à Genève (3, Place des Charmilles) ainsi que d'une adresse à Lausanne (8, ch. du Devin).

POUR SE DOCUMENTER :

Un important dossier sur Nouvelle Acropole, constitué de documents internes et de coupures de presse a été réalisé par **l'UNADFI, Centre d'études et de documentation sur les sectes, 10 rue du Père Julien Dhuit, 75020 Paris.**
Plusieurs ouvrages sur les sectes parlent de Nouvelle Acropole. En plus de ceux auxquels nous nous référons dans ce dossier (voir les notes à la fin de l'article) on peut consulter les ouvrages de Bernard Fillaire :
— *Les sectes*, Paris, Flammarion, 1994.
— *Le Grand Décervelage, Enquête pour combattre les sectes*, Paris, Plon, 1993.
Signalons également l'excellent dossier réalisé par les Jeunesse Libertaires de Gijón (en Espagnol) publié par *la lletra A*, n°37 février-mars 1993, Ateneu Llibertari C/Sant Vincenç 3, 43201 Reus (Espagne).

vert un véritable laboratoire. Là, les objets étaient nettoyés et restaurés avant d'être exposés. De fait, c'est bel et bien une organisation de trafic international, agissant sous le couvert d'une association culturelle ayant des annexes dans le monde entier qui a été mise à jour.» Les

objets découverts proviennent de presque tous les pays où se trouvent des filiales de Nouvelle Acropole. Lors de cette perquisition, les policiers ont aussi trouvé des armes blanches et des drapeaux marqués d'un symbole ressemblant à la croix gammée(16).

Cela dit, les dirigeants de Nouvelle Acropole ne sont pas que des barbouzes ou des voyous, on y trouve aussi du beau linge.

Récemment on a pu lire dans *l'Evénement du jeudi*(17) qu'un notable toulousain : Didier Bernadet, président de la Technopole — une société d'économie mixte dont le district du Grand Toulouse est actionnaire majoritaire — ancien président de la chambre régionale de commerce et d'industrie et maintenant chargé du développement de l'industrie de pointe régionale, est non seulement le numéro deux de Nouvelle Acropole France, mais aussi l'un de ses principaux dirigeants sur le plan international.

Nouvelle Acropole pénètre également les milieux universitaires. Les 28 et 29 novembre 1987 s'est tenu à Lyon un colloque sur le thème de «Mythe et Histoire dans la pensée de Dumezil et Eliade» patronné, entre autres, par Nouvelle Acropole et sous la présidence d'honneur de Maurice Niveau, recteur de l'Académie de Lyon. Parmi les intervenants à ce colloque, on notait la présence de trois professeurs de l'Université de Lyon III, connus pour leur appartenance au GRECE(18). Parmi ceux-ci, signalons Jean-Paul Allard, connu pour avoir été le président du jury de la thèse Roques(19); c'est lui qui trouvait "cocasse" la description des tas de chaussures retrouvées dans les camps de concentration... à ses côtés Fernand Schwarz le directeur de Nouvelle Acropole France, promu pour l'occasion «chargé de cours» d'une mystérieuse école d'anthropologie de Paris(20). Cette affaire révèle tout d'abord les liens qui existent entre le GRECE et Nouvelle Acropole, ensuite la recherche, par cette dernière, d'une légitimité scientifique. A Genève, Jean-François Buisson aurait donné une conférence(21) avec diapositives(!) intitulée «Dieux et légendes du Pérou ancien» à l'UNI Dufour, le 24 mars 1994... Peut-être a-t-on pu y admirer certains des objets retrouvés par la police espagnole chez Madame Delia Guzman ?

Pour conclure, Nouvelle Acropole est certainement une organisation dangereuse, surtout par ses dimensions paramilitaire et ses liens possibles avec certains services secrets. Quoi de mieux en effet que des adeptes fanatisés pour faire le sale boulot en cas de troubles sociaux d'importance ? Il faut donc faire circuler l'information pour faire connaître sa véritable identité et mettre en garde tous ceux qui, par naïveté ou par ignorance, sont susceptibles d'assister à ses fameux cours, conférences ou autres activités anodines à première vue. ❐

(1) n°40, 3 octobre 1993.

(2) 25 janvier 1995.

(3) *Femina* est le magazine qui accompagne l'édition dominicale des principaux quotidiens du dimanche de Lausanne et Genève, quant au *24 heures*, c'est le quotidien de la semaine le plus vendu de Suisse romande.

(4) Ces quelques citations sont tirées d'affiches ou de tracts de Nouvelle Acropole Suisse.

(5) Cité in *Les sectes en France*, publication du Centre Contre les manipulations mentales, 1991, p. 68.

(6) Cité par Bruno Fouchereau in *VSD*, avril 1992.

(7) Ibid.

(8) Ramiro Pinto Cañon, Alberto Morala de la Viuda, *Las Sectas, Trampa y Engaño — Testimonio de dos personas que han vivido desde dentro el problema sectario*, Gráficas Celarayn, León, 1994.

(9) G. Livraga, *Le Labyrinthe de Lapis lazuli*, Cité in *Le Progrès de Lyon* du 9 février 1979

(10) G. Livraga, *Manuel du dirigeant*.

(11) Une école d'arts martiaux constitue un habile paravent pour entraînement paramilitaire.

(12) Cité in Jacques Cotta, Pascal Martin, *Dans le secret des sectes*, Paris, Flammarion, 1992.

(13) *VSD*, avril 1992.

(14) *VSD*, 4-10 août 1988.

(15) *La lletra A*, n°42, oct./nov. 1994.

(16) D'après *VSD*, 10-16 juin 1993

(17) 12-18 janvier 1994.

(18) Groupe de recherche et d'étude sur la civilisation européenne (principale organisation de la Nouvelle droite française).

(19) Thèse universitaire soutenue à Nantes en 1985 qui niait la réalité des chambres à gaz dans les camps de concentration nazis.

(20) Les informations sur ce colloque de Lyon sont tirées de *Article 31*, supplément au n°5, février 1988.

(21) Annoncée dans *L'Acropolitain* n°3, février 1994.

LES SYNDICATS EN RUSSIE

par Amandine Regamey

Le travail d'information et de réflexion sur la situation en Russie, que nous avons entamé dans les deux précédents numéros de *L'Affranchi*, se poursuit grâce aux démarches de notre ami Bas Moorel. C'est à sa demande, qu'Amandine Regamey, enseignante à l'Université Européenne de Minsk et auteur d'un mémoire sur les syndicats en Russie, a réalisé l'article qui suit pour la revue hollandaise *De AS, L'Affranchi* et le bulletin du réseau *Échanges et mouvement*.

A l'heure où la guerre continue à ensanglanter la Tchétchénie et où le pouvoir titubant de Boris Eltsine se propose de reconstruire un État de type impérial, il est important de savoir s'il y a en Russie des courants qui vont en sens inverse, s'il y existe des organisations ou des mouvements susceptibles d'entraver le développement des nationalismes, du racisme et des maffias.

En l'occurrence, les syndicats officiels semblent bien loin de pouvoir (et de vouloir) jouer un tel rôle. Ce qui est le plus frappant dans la description qui nous en est faite ici, s'est les résultats de leur volonté d'imiter le modèle syndical occidental. Cette démarche met en lumière des caractéristiques qui existent aussi ailleurs, mais qui sont souvent voilées. Par exemple, la promotion sociale des dirigeants syndicaux qui se transforment en bureaucrates, en hommes politiques, en petits entrepreneurs... Faut-il s'étonner ensuite de leur soutien aux patrons et au gouvernement ?

Amandine Regamey ne fait pas mention des tentatives menées par les anarcho-syndicalistes russes (voir à ce propos l'entretien avec Vadim Damier in *L'Affranchi* n°9) et elle semble porter ses espoirs sur les grèves spontanées. Comme la passivité et la résignation, la révolte spontanée fait partie des traditions russes. Cependant, celle-ci n'a jamais permis de changer durablement les choses dans le sens de la liberté et de l'égalité. C'est pourquoi, à notre avis, la constitution d'organisations de solidarité et de défense des exploités, qu'elles s'appellent ou non "syndicats", est toujours à l'ordre du jour et ce malgré les risques de dégénérescence et d'adaptation que ce genre d'entreprise comporte.

LES grandes vagues de grèves de 89 et 91 ont semblé amorcer une époque nouvelle en Union Soviétique. Ces grèves commencent à l'été 89 dans le bassin du Kouzbass, et se poursuivent à l'automne dans le bassin du Donbass. Les revendications des grévistes sont d'abord d'ordre économique, les mineurs protestent contre leurs mauvaises conditions de vie et réclament un meilleur approvisionnement de leurs magasins; mais en même temps émergent des revendications d'ordre politique, contre le gouvernement et contre le régime lui-même. Ainsi certains mineurs demandent en même temps du savon dans les magasins, de la salade à la cantine, la démission de Gorbatchev et l'abrogation de l'article 6 consacrant le rôle dirigeant du parti communiste. De grandes réunions ont lieu sur les places centrales des villes minières, les mineurs se sont organisés en comités de grève indépendants des syndicats officiels. Le fait que ce soit les mineurs, enfants chéris du régime, qui protestent, provoque un grand choc dans l'opinion, et pour la première fois les médias rapportent l'événement de façon positive. En 91 d'autres groupes se mobilisent et des comités de grève apparaissent aussi dans les secteurs de l'aviation, de la santé, de l'éducation. C'est sur la base de ces comités que seront créés de nombreux syndicats. Six cent mille travailleurs auront participé aux grèves en 89, un million six cent mille en 91. Le caractère spontané de ces grèves, l'organisation en comités de grève refusant toute collaboration avec les syndicats officiels ou les partis politiques, la mise en avant de revendications à la fois économique et politiques, le caractère anti-totalitaire du mouvement, tout cela a pu faire croire à un moment que le syndicalisme d'encadrement et de surveillance qui caractérisait la période soviétique allait être dépassé.

★

★ ★

SYNDICALISME OFFICIEL ET CONTESTATION EN URSS

Dans les entreprises de l'Union Soviétique seuls existaient les syndicats officiels, faisant partie du Conseil Central des syndicats (*VTsSPS*). Si l'adhésion au syndicat n'était pas formellement obligatoire, refuser d'y adhérer revenait à se priver de toute assurance puisque les syndicats assuraient la gestion des fonds de pensions et des assurances. Ils étaient aussi propriétaires de maisons de repos, d'hôpitaux, de camps de pionniers, d'installations sportives, de magasins, de jardins d'enfants et contrôlaient par cet intermédiaire l'organisation des loisirs des travailleurs. Considérés comme une "courroie de transmission du PCUS", ils jouaient le rôle "d'école du communisme" (organisation de séminaires) et participaient à la gestion de l'usine en collaboration avec le direction (fixation des normes, des primes et des salaires, élaboration du contrat collectif). Ils contrôlaient aussi l'embauche des

travailleurs dont 1% du salaire leur était automatiquement versé en guise de cotisation, et par l'intermédiaire du livret de travail pouvaient influencer sur leur avenir professionnel. Ils jouaient enfin le rôle d'auxiliaires du KGB: implantés dans les entreprises, ils étaient une source d'information précieuse sur l'état d'esprit des travailleurs. Le rôle des syndicats officiels apparaît par exemple de manière flagrante lors des grandes grèves de 89, lorsqu'ils signent un accord avec les grévistes en se plaçant du côté du gouvernement.

Les syndicats réunissaient tous les travailleurs d'une branche, de l'ouvrier au directeur. Ils n'acceptaient de prendre en charge les conflits que dans les cas flagrants de violation du code travail, ou si un directeur abusait de ses fonctions de manière trop flagrante. Ainsi, les syndicats n'étaient pas vu par les travailleurs comme des organisations pouvant les défendre, et ils utilisaient d'autres moyens pour faire valoir leurs droits. Des lettres étaient souvent envoyées aux plus hautes instances politiques ou aux journaux, sans grands résultats comme on peut s'en douter. La fréquence de l'absentéisme et le travail mal fait ont souvent été considérés à l'Ouest comme une forme de résistance passive au système, mais alors il faut préciser qu'elle était surtout inconsciente et tenait surtout du manque d'intérêt face au travail.

Cela ne veut pas dire que les protestations et les grèves de 89 et 91 furent les premières. Certes, le droit de grève n'était pas reconnu en Union Soviétique, sous le fallacieux prétexte que l'État du prolétariat ne pourrait pas mener une politique contraire aux intérêts des ouvriers. Mais des mouvements de protestation contre les mesures économiques impopulaires, les exactions des policiers et surtout la détérioration des conditions de vie ont éclaté régulièrement dans l'un ou l'autre des grands centres industriels, en particulier en Ukraine. Si les autorités alternaient en général mesures d'apaisement et répression contre les soi-disant "meneurs", certaines grèves furent cependant sauvagement réprimées. La plus connue est la tragédie de Novotcherkassk en 1962. Les ouvriers protestant contre une brusque augmentation du prix des produits d'alimentation furent dispersés par l'armée et de nombreux corps ne furent jamais retrouvés.

Certains avaient déjà tenté de briser le monopole du syndicat officiel et de créer des syndicats défendant véritablement les intérêts des travailleurs. C'est le cas par exemple du syndicat libre créé à la fin de 1977 par une quarantaine de travailleurs autour de l'ingénieur Klebanov. Ces travailleurs protestaient contre leur licenciement ou contre la persécution qu'ils subissaient pour avoir dénoncé les problèmes dans leurs usines, ils luttaient pour la plupart non contre le communisme soviétique mais

"ACTION DIRECTE" N° 2 DES AMIS DE L'AIT DE MOSCOU

contre les bureaucrates corrompus qu'ils rendaient responsables des injustices; la plupart de ces membres furent poursuivis et les plus actifs internés en hôpital psychiatrique. Les membres de l'Union Interprofessionnelle des Travailleurs (*SMOT*, créée à la même époque par des intellectuels dissidents) ont été eux aussi soumis aux poursuites et aux enfermements(1). Ces deux syndicats, qui n'ont jamais eu qu'une centaine d'adhérents, existent toujours, mais si les grandes grèves leur ont donné un nouvel élan, ils font actuellement peu parler d'eux en Russie (le *SMOT* publie actuellement un bulletin à l'étranger).

Les grèves de 89-91 ont surtout fait naître l'espoir que les ouvriers allaient enfin prendre eux-mêmes leurs affaires en main et agir. A cette espérance répond par exemple la création de la Confédération anarcho-syndicaliste (*KAS*) et du centre d'information sur les mouvements ouvriers *KAS-KOR*: favoriser l'union et l'organisation des comités ouvriers, faire circuler l'information, tels étaient les buts de ce groupe qui a vite été déçu par l'évolution de la situation.

LES NOUVEAUX SYNDICATS EN ROUTE POUR LE MARCHÉ

A part la *FNPR* (Fédération Indépendant des Travailleurs de Russie) qui a hérité des membres et de la structure de l'ancienne *VTsSPS*, il existe deux sortes de syndicat de travailleurs. Certains syndicats, créés sur la base des comités de grève, se sont formés sur une base professionnelle étroite: *NPG* (mineurs), *PLSGA* (pilotes), *FPAD* (aiguilleurs du ciel); ces regroupements étroits s'opposent à ceux de l'ancien syndicat officiel, organisé par branche et où les professions étaient mal représentées. D'autres syndicats se sont regroupés sous forme de confédération, en général à l'initiative d'un homme ou d'un parti: Sotsprof (syndicats socialistes devenus ensuite syndicats sociaux, dirigé par S. Khramov), *KSPR* (Confédération des Syndicats Libres de Russie dirigée par S. Alexeev)(2).

Un premier axe d'action s'ouvrait aux syndicats nouvellement créés: alors que l'État parlait de désétatiser les entreprises, ils auraient pu lutter pour la propriété collective des moyens de production. Les bons de

privatisation distribués à l'automne 93 auraient pu permettre aux ouvriers de racheter leurs entreprises, d'autant plus qu'une des variantes présentées par le gouvernement prévoyait l'attribution de 50% des actions au collectif de travailleurs(3). Cependant, ce mouvement lancé par quelques groupes n'a eu pratiquement aucun résultat. La stratégie dominante parmi les syndicats consiste en l'acquisition d'un paquet d'actions suffisant pour participer au conseil d'administration. On peut attribuer le manque de succès de l'idée de collectivisation au sentiment d'incompétence des nouveaux dirigeants syndicaux, au fait que les directeurs contrôlent souvent entièrement les finances des usines et

"ACTION DIRECTE" N° 3 DES AMIS DE L'AIT DE MOSCOU

peuvent s'en approprier plus ou moins légalement la propriété et manipuler l'information. Vient s'ajouter le fait que la plupart des usines sont en faillite et que les ouvriers ont peur de les prendre en charge dans ces conditions(4).

Le très faible écho rencontré par ceux qui veulent que les usines soient aux travailleurs met surtout en valeur le sentiment d'impuissance des ouvriers. Chez la plupart domine le sentiment qu'ils n'ont aucun pouvoir, qu'ils ne peuvent en rien modifier les décisions venant du haut, et qu'il ne leur reste qu'une chose à faire, s'adapter(5). Leur attitude par rapport aux syndicats n'a pas changé. Ils continuent à les considérer comme des organismes chargés uniquement d'organiser leurs loisirs. Ainsi, les nouveaux syndicats ont gardé les attributions des anciens, ils continuent à distribuer bons de vacances et places en maison de repos, expliquant que s'ils arrêtaient les ouvriers ne comprendraient pas. Cette attitude de consommation vis-à-vis des syndicats se retrouve chez ceux qui pensent qu'un syndicat a pour but de défendre leurs droits: ils attendent qu'on les défende, mais ne sont pas toujours prêts à participer et encore moins à prendre une initiative. De plus, les ouvriers craignent trop de perdre leur emploi pour avoir une attitude vraiment revendicative.

On ne peut cependant expliquer la situation actuelle que par l'attitude des ouvriers. Les syndicats ont dans leur écrasante majorité adopté une attitude attentiste et passive. Tous les syndicats sont favorables à une économie de marché, même s'ils entendent plutôt par là une "économie sociale de marché", veulent pour la plupart que l'État conserve un rôle de protection et ne sont pas tous des partisans du libéralisme(6). Ils attendent du marché que ce mécanisme fasse émerger des vrais patrons et qu'ils puissent défendre les intérêts des travailleurs en négociant avec des partenaires distincts et indépendants(7). Voulant se démarquer de leur ancien rôle de "courroie de transmission", ils ne voient d'autre solution que dans une copie de la situation occidentale actuelle. Ils observent qu'à l'Ouest, les syndicats sont les partenaires des patrons, ne tiennent pas compte de l'évolution historique et idéologique du syndicalisme à l'Ouest (du syndicalisme révolutionnaire à la négociation collective), et déduisent qu'il faut que des vrais patrons émergent afin que les syndicats puissent jouer leur rôle de partenaires . Cette attitude n'est pas très différente de celle de tous les dirigeants politiques qui se contentent d'appliquer des recettes copiées sur l'Ouest sans s'interroger sur leur fondement et sur les conséquences possibles; elle montre surtout que les syndicats, après avoir obéi pendant soixante-dix ans au pouvoir, ont du mal à définir leur rôle. La collaboration des syndicats avec le gouvernement de Eltsine s'explique aussi par les conditions historiques. Si au début les comités de grèves ont rejeté tous les partis leur offrant une collaboration, une alliance s'est dessinée ensuite entre certains syndicats et "Russie démocratique", face à un ennemi commun, le gouvernement de Gorbatchev. Enfin, si les syndicats sont tellement favorables au marché c'est sans doute qu'eux aussi en tirent profit. Tous les syndicats mènent des activités économiques, participent à des entreprises; ils utilisent en général les cotisations pour créer des fonds d'investissement ou des compagnies d'assurances. La répartition des bénéfices n'est pas toujours très claire, et on peut se demander si les dirigeants syndicaux ne sont pas devenus pour certains des petits entrepreneurs qui ont personnellement intérêt au développement du marché.

Les syndicats ayant tous opté pour l'économie de marché, leurs désaccords avec le gouvernement portent plutôt sur les modalités, sur la rapidité des privatisations et la place que l'État doit garder. Ils essaient ainsi de faire valoir leurs vues au sein de la commission trilatérale. Créée par Eltsine en 92, elle réunit des représentants du gouvernement, des représentants des directeurs (banques, entreprises) et les présidents des principaux syndicats. Il faut noter que le nombre de représentants accordés à chaque syndicat ne correspond pas du tout à leur importance numérique. Ainsi en 1992 le groupe représentant les syndicats était composé de 6 représentants de la *FNPR*, 3 de *Sotsprof*, 1 du *NPGR* et 1 de la *FPAD*, alors que leurs effectifs sont respectivement de 60 millions, 250 milles, 50 mille et 3 mille. On peut penser que l'avantage accordé à ces syndicats en terme de

représentativité et de prestige se paye par une plus grande docilité. Chaque année est conclu un accord entre les trois parties, l'État s'engageant à mener une politique sociale, alors que les directeurs s'engagent à ne pas licencier et les syndicats à ne pas mener d'actions radicales; accord de principe qui n'est jamais respecté, faute de volonté mais aussi faute de moyens. Il peut sembler étonnant que des syndicats se soumettent d'avance à une politique dont on sait qu'elle n'accorde aucune attention aux droits des travailleurs et à leurs conditions de vie. Effectivement, cette situation provoque des tensions au sein des syndicats.

LA RENAISSANCE D'UN MOUVEMENT OUVRIER INDÉPENDANT ?

Une coupure se dessine entre les représentants au niveau national et leurs organisations locales. Si d'un côté les dirigeants soutiennent la politique du gouvernement, de l'autre la situation des travailleurs est très difficile et ils en attribuent la faute au gouvernement. Ainsi nombreuses sont les organisations locales qui ont déclenché des grèves à l'automne 93 et en hiver 94 alors que dans le même temps leurs représentants nationaux prêchaient la conciliation.

L'exemple le plus frappant est celui du *NPG*, le syndicat des mineurs dont le président est un des plus ardents soutien du gouvernement: à Vorkouta, ce sont les comités ouvriers de la ville, un peu oubliés depuis 91, qui ont repris l'initiative.

Cette coupure au sein des syndicats entre les organisations locales et le centre vient renforcer celle entre les dirigeants et les ouvriers. Dans tous les syndicats nés sur la base des comités de grève, les représentants sont devenus des permanents, des fonctionnaires. Cette bureaucratisation prévisible en écarte les travailleurs les plus revendicatifs et contribue au maintien de l'attitude "consommatoire" des autres. Nombreux aussi sont les dirigeants qui sont devenus de véritables hommes politiques, qui se présentent aux élections et évoquent la nécessité de créer un parti. Ils invoquent le fait que seuls de véritables représentants des syndicats peuvent défendre les ouvriers au Parlement, obtenir des lois qui leur sont favorables, et dans cette optique la création d'un parti serait judicieuse. Cependant, les organes législatifs ont tellement peu de pouvoir en Russie qu'on peut se demander s'ils ne veulent pas camoufler ainsi le fait qu'il est plus prestigieux d'être leader d'un parti que d'un syndicat ?! Cette bureaucratisation, la participation aux élections locales ou nationales des dirigeants syndicaux éloigne les travailleurs de ceux qui se prétendent leurs représentants. La participation à la politique est en général mal acceptée, tant est répandue chez les ouvriers l'idée que le politique est quelque chose de "pas très convenable". De plus, si les leaders ont pu être séduits par les "démocrates" et pencher pour le marché, les travailleurs qui en font les frais sont beaucoup plus sceptiques. On peut déceler chez une grande partie des travailleurs la nostalgie des avantages matériels antérieurs, la frustration de ne plus être les bâtisseurs d'un grand empire, l'URSS, mais la main d'oeuvre d'une colonie de l'Ouest, la Russie. Cette nostalgie vient s'ajouter au "désenchantement" vis-à-vis des démocrates (si on peut dire que les ouvriers n'y aient jamais cru) et fait pencher certain ouvriers vers les mouvements patriotiques ou nationalistes. Cet état d'esprit a bien été compris par exemple par le troisième plus grand syndicat russe, la *KSPR* qui a signé en mars un accord avec l'Union Nationale Russe (*RNE*) de Barkachov afin "d'introduire le mouvement national dans les syndicats". Certes, cet accord n'a eu pratiquement aucun résultat concret car le rejet du "fascisme" est encore très fort chez les ouvriers sans qu'ils sachent d'ailleurs très bien ce qu'ils

entendent par là. Il est significatif cependant que la *KSPR*, qui se disait au début démocratique et farouchement anti-totalitaire, et refusait toute collaboration avec un pouvoir encore trop soviétique, voit la seule issue dans le nationalisme.

Cette coupure entre dirigeants et travailleurs, la situation fausse des syndicats qui collaborent avec le pouvoir tout en prétendant défendre les intérêts des travailleurs, se manifeste avec particulièrement d'éclat en ce qui concerne les grèves. Tous les syndicats font de la grève un "moyen extrême" de régler les conflits du travail, tous s'accordent pour dire qu'il ne faut pas demander des augmentations de salaire car cela favorise l'inflation, qu'il ne faut pas faire grève car la situation des entreprises est déjà catastrophique. Cependant, les grèves n'ont jamais cessé depuis 91 et une vague de grève a touché la Russie à l'automne 93 et durant l'hiver 94: mineurs, travailleurs des gisements de gaz et de pétroles, météorologues, travailleurs des radio et télétransmissions. Ces grèves ont toutes été provoquées par le fait que les travailleurs n'avaient pas été payés, parfois depuis plusieurs mois. Si la peur des conséquences des grèves a été surmontée, c'est que les travailleurs se sentaient dans leur bon droit, ils étaient sûrs d'avoir au moins le soutien de l'opinion publique, ils n'allaient pas être accusés de favoriser l'inflation. Il faut noter aussi que seuls quelques secteurs ont été touchés et qu'à chaque fois les grévistes rappellent qu'ils occupent une place fondamentale dans l'économie et qu'ils peuvent tout désorganiser: cette menace plutôt symbolique est à chaque fois prise au sérieux par le gouvernement. Ce qu'on peut retenir de ces grèves, c'est leur caractère spontané, le fait qu'elles ne répondent pas à une stratégie syndicale puisque les dirigeants continuent à prêcher la conciliation. Ainsi, il n'est pas exclu que devant la bureaucratisation et le caractère docile des nouveaux syndicats on assiste au même phénomène qu'en 89: des grèves spontanées et un rejet de tous les syndicats. ❐

Septembre 94

(1) Sur les syndicats libres et le mouvement ouvrier en URSS dans les années 70, voir *Syndicats et libertés en URSS* recueil établi par V. Haynes, Maspero, 79 et Le *Feu Souterrain, recueil de textes du Samizdat de l'URSS*, Éditions Ad Hoc

(2) On ne parle ici que des syndicats de travailleurs salariés; il existe en Russie de nombreux syndicats de petits entrepreneurs, de travailleurs du secteur coopératif mais aussi d'étudiants et de retraités.

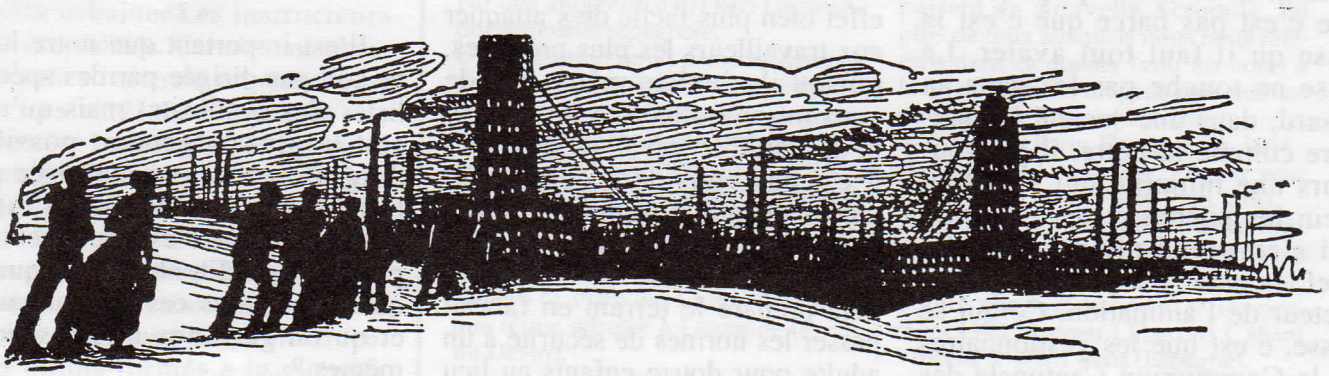
(3) Le collectif de travailleurs est une institution qui existait déjà à la période soviétique. A la différence du syndicat qui regroupait tous les employés d'une branche, le collectif de travailleurs regroupait uniquement les ouvriers d'une usine et a essentiellement pour fonction de signer tous les ans un accord avec la direction concernant les salaires et les conditions de travail.

(4) Il faut cependant noter que cette crise des usines tient surtout au problème des paiements entre entreprises, les prix ayant énormément augmenté, toutes les entreprises sont endettées vis-à-vis de leurs fournisseurs et certaines ne peuvent plus acheter la matière première, ni payer les salaires. On peut penser que la solidarité entre les travailleurs pourrait permettre de sortir de ce cercle vicieux initié par la logique du marché, rien n'empêchant de faire les livraisons à bas prix quand aucune fourniture n'est achetée à l'étranger. Cette solidarité s'est manifestée par exemple en hiver 94 lors des grèves des mineurs de Vorkouta: ceux ci assuraient quand même la livraison du charbon au combinat métallurgique de Tcherepovets afin que les ouvriers ne se retrouvent pas sans travail.

(5) Déjà Alexander Berkman dans *le Mythe bolchevik* déplorait ce trait de caractère de la population, ce fatalisme, ce manque de croyance en ses propres forces que révèle l'expression constamment répétée: "*Nitchevo ne podelaesch'*", "on n'y changera rien"

(6) Le partisan le plus résolu du libéralisme est S. Khramov, le président de *Sotsprof* que l'on voit régulièrement avec K. Borovoï, leader du "parti de la liberté économique".

(7) Les directeurs sont encore dépendants de l'État puisque la majorité des entreprises n'est pas encore désétatisée; de plus les syndicats soviétiques qui regroupaient tous les travailleurs incluaient aussi les patrons dans leurs rangs.



MONITEURS EN COLERE

PAR UN MONITEUR

Il était une fois une ville de Genève où tout allait merveilleusement bien : le gouvernement gouvernait, les gouvernés roupillaient, les patrons prospéraient, les ouvriers trimaient et les curés sermonnaient tandis que la police veillait au grain... Mais un beau jour la crise arriva : licenciements, chômage, misère, attaques contre l'AVS, restrictions budgétaires au niveau des services de l'état... Enfin, tout ça pour dire que c'est pas parce que c'est la crise qu'il faut tout avaler. La crise ne touche pas les gens au hasard, dans une société inégalitaire comme la nôtre, il y a toujours une minorité qui s'en fout plein les poches et une majorité qui s'en prend plein la gueule. Bref, la crise n'a pas épargné le secteur de l'animation. Ce qui se passe, c'est que les gestionnaires de la Commission Cantonale des Centres de Loisirs et de Rencontres (CCCLR : commission dépendante de l'état, chargée de gérer et de redistribuer aux centres de loisirs les subventions) sont arrivés à un trou de 500'000 francs, qui seront coupés cette année. Ces coupes affectent diversement les centres de loisirs. Les animateurs vont être touchés mais ce sont essentiellement les monos qui vont trinquer : il y aura des diminutions d'horaires et certainement des licenciements. Il est en effet bien plus facile de s'attaquer aux travailleurs les plus précaires, puisqu'il n'existe même pas de convention collective de travail, ni de statut; le travail de moniteur n'est pas considéré comme un métier malgré la formation exigée et les responsabilités de plus en plus importantes. La CCCLR a déjà préparé le terrain en faisant passer les normes de sécurité à un adulte pour douze enfants au lieu de un pour huit (chez nous, la sécurité varie selon le nombre de billets en poche). Cependant, les choses commencent à bouger : suite à une pétition lancée par des monos, il y a eu des Assemblées Générales dans lesquels il a été décidé de s'organiser en "groupement des moniteurs". Une action a également eu lieu devant une plénière de la CCCLR, permettant de montrer une certaine détermination à ne pas se laisser faire. Ce qui est intéressant, c'est que les décisions se prennent en A.G. (la démocratie directe, ça fonctionne !) et qu'il règne, pour le moment, une certaine méfiance vis-à-vis des syndicats. D'une part, parce que les syndicats qui "défendent" les animateurs, le SIT et le SSP/VPOD, se bouffent la gueule entre eux. Le SSP, qui est proche du PS, tout comme certaines personnes de la CCCLR, appuie les décisions de celle-ci. Le SIT qui paraît avoir des positions plus dures, avait tenté de marginaliser le mouvement des monos, il y a quelques années, en le qualifiant de "mouvement de squatters" (pourquoi pas mouvement de locataires ?) D'autre part, les syndicats ne représentent pas grand monde.

Il est important que notre lutte ne soit pas dirigée par des spécialistes (les syndicats) mais qu'elle soit le plus largement possible dirigée, assumée et maîtrisée par l'ensemble des monos en lutte. Ouais, mais ça, c'est seulement un premier pas...Eh oh ! C'est quand qu'on vire tous ces gestionnaires et qu'on gère nos affaires nous mêmes ?...

❐

Suisse

libération des quatre "séquestrés"

Par Charles

RAPPEL DES FAITS

Entre le 16 et le 19 Septembre 1994, quatre personnes en Suisse sont arrêtées et mises immédiatement au secret. La loi fédérale de procédure pénale de 1934 permet et sanctifie l'arrestation arbitraire d'un couple au Tessin et d'un autre à Genève. Le 25 Octobre 1994, la genevoise est relâchée : cinq semaine de détention. Le 7 décembre 1994, après deux mois et trois semaines, les trois autres sont libérés. Les chefs d'inculpation sont graves, pour les genevois tentative d'assassinat (attentat à Athènes en 1983) et attentat à la roquette contre Creys-Malville. Les tessinois ne sont guère mieux lotis; leur sont imputés des attentats à Beyrouth, Vienne et Munich en 1981 et 1982.

"Tous fichés, tous solidaires" manif à Genève pour la libération des séquestrés

Dès les arrestation, des notes discordantes se sont faites entendre. Immédiatement, Carla del Ponte et ses sbires du Ministère Public Fédéral s'inscrivent dans la tradition de la terreur d'État. Ils emploient l'amalgame, l'allusion, le rideau de fumée... aidés par l'appareil législatif. Ils s'appuient sur la fameuse procédure inquisitoriale du droit pénal fédéral tout en violant allègrement ladite procédure.

LA LOI DE 1934

Tout au long de cette affaire, la presse bourgeoise ou réformiste ne cessa de dénoncer cette procédure pénale fédérale comme une honte, un archaïsme, une atteinte aux droits de l'homme. Comme d'habitude, ils ont vite oublié, ces chantres de l'individu et de sa liberté, que cette procédure n'est pas si exceptionnelle que cela. Elle fut largement employée durant les années 70 et 80. Le suicide d'une jeune bâloise suite à un interrogatoire, des vies brisées, attestent la vigueur de cette soit disant procédure obsolète. Vous êtes mis au secret, vous subissez des interrogatoires sans la présence de votre avocat. Lorsque vous voyez votre avocat, c'est sous surveillance et seulement après plusieurs semaines, vous n'avez pas accès à votre dossier, votre avocat non plus d'ailleurs. Au fond vous êtes tenus au courant de votre cas par le biais des déclarations vagues et insidieuses que le ministère public fait à la presse et cela seulement quand votre mise au secret s'atténue, c'est-à-dire quand votre avocat vient discuter avec vous, accompagné par un inspecteur. Isolé, vous devez subir d'importantes pressions psychologiques. Aller avouez, vous n'allez pas nier, voyons, dites au moins un renseignement, un nom. Si par dignité vous refusez de signer des aveux, voici l'extrait de l'arrêt du Tribunal Fédéral qui justifia le refus de mise en liberté du genevois par ces termes: «Le mutisme choisi par le recourant ne paraît pas correspondre à l'attitude normale d'une personne innocente». Ainsi n'importe qui, dans la Suisse démocratique, peut se trouver au cachot par cette procédure qui fleure bon la lettre de cachet. Les nantis et les névrosés de l'ordre justifient cette entorse à la démocra-

tie par l'épouvantail du terrorisme ou la lutte contre le crime organisé. Bien, défendons le droit et la démocratie par des méthodes que Torquemada(1) et Staline n'auraient pas désavouées.

LE TERRORISME ALIBI DU GRAND GUIGNOL JURIDIQUE

Voilà comment notre belle démocratie étatique, magnifiquement représentée par sa police politique — tient pourquoi une démocratie a-t-elle besoin d'un tel instrument de répression ? — se débarrasse de ses citoyens gênants. La prison et l'hôpital psychiatrique ont leurs utilités, mais si l'individu résiste... Il suffit d'appliquer le vieux dicton : qui veut noyer son chien prétend qu'il a la rage. Les décennies précédentes fournissaient un beau motif : l'homme ou la femme était accusés d'espionnage au profit de l'Est. De nos jours, par la transformation du capitalisme d'État en capitalisme marchand, cette bonne excuse est devenue un tuyau crevé. Que reste-t-il ? L'Islam, non, non, ce sont des militants de gauche... Bon sang, mais c'est sûr, ce sont des terroristes ! Personne de sensé ne défendrait ces monstres. L'isolement par la diabolisation est le prélude à l'isolement juridique. Comment faire croire que notre petit pays tranquille est devenu le repaire de l'internationale terroriste ? Ne parlons pas de Mobutu(2), un chef d'État ne peut pas être terroriste, voyons du sérieux. Non causons de Carlos, il est à la retraite, il n'impliquera pas l'Iran, et tout ceux qui l'ont vu ou que l'on croit avoir vu avec Carlos sont ses complices. Tu as vu Carlos, tu as demandé l'heure à un touriste moustachu qui pourrait être Carlos. Nous le savions, tu es son complice, tu es son ami, terroriste, assassin, monstre. Tu connais l'ami de Carlos, tu es le complice de l'ami de Carlos, tu es l'ami de l'ami de Carlos, terroriste, assassin, monstre. C'est pour cela que nous, les terroristes de l'État, la police politique, nous te foutons en taule nous te torturons psychologiquement, raclure, ordure, canaille.

UNE CERTAINE PRESSE MET EN SCENE GUIGNOL

Comment créer ce climat de franche sympathie et de tolérance fondé sur le droit ?

Inutile de trouver des bases juridiques, nul besoin de trouver les preuves pour cautionner une action aussi grave. La presse est un bon moyen. En effet, nul besoin d'enquête et de faits pour la police politique, les ragots journalistiques de *l'Illustré*, journal apolitique de droite, très à droite suffisent. C'est à la suite d'articles parus dans la presse française (*VSD* journal de qualité) que M. Jean-Louis Rey et M. Robert Habel commencent à jouer au corbeau. Ils citent les noms (beau respect de la vie privée et la présomption d'innocence), se lancent dans des conjectures dignes de romans progressistes comme la série des SAS. Ainsi, après cette enquête longue et minutieuse, le ministère public fédéral, grâce à l'entraide internationale, a mis la main sur un dangereux réseau de la terreur. Ces

criminels : deux hommes, deux femmes se cachaient à Genève et au Tessin. Dans la réalité qu'en est-il ? Vous êtes un citoyen engagé, pour le genevois Olivier dans la lutte antinucléaire, les squats, l'anti-impérialisme; pour le tessinois ajoutons qu'il se déclare anarchiste. Vous avez milité, dans votre jeunesse, sur les grands thèmes et luttes des années septante, c'est le cas des deux femmes. Du jour au lendemain vous vous retrouvez au secret. Hurlez à l'innocence, on rétorquera, suite à cette campagne de presse calomnieuse, qu'il n'y a pas de fumée sans feu. L'origine de la fumée, vous osez posez cette question, ne seriez vous pas des complices, des terroristes ?

LES RÉFÉRENCES DE GUIGNOL

La police politique, chancre de toute société qui aspire à la démocratie, chapeautée par le procureur fédéral Carla del Ponte, emploie et applique sans aucun discernement son joujou : la procédure de 1934. Pour emprisonner et exercer leurs chantages sur des militants de la société civile, ils s'appuient sur les déclarations d'un bourreau au chômage, l'ancien directeur des services secrets hongrois et sur les fiches de la Stasi qui est au règne de la terreur ce qu'Amnesty est aux droits de l'homme. C'est donc sur des indices grappillés dans un contexte douteux que notre Ministère Public Fédéral, appuyé par une loi digne de l'inquisition ou du goulag, va tenter de briser la vie de quatre personnes. Ils invoqueront deux demandes d'entraide judiciaire, une d'Allemagne datant du 18 mai, une autre de France datant du 30 Septembre. Carla del Ponte met au secret quatre personnes pour des événements datant de dix ans en arrière. Elle transforme des témoins en coupables potentiels, répand les ragots : leur dossier est vide, mais ils ont participé à plusieurs attentats, du moins le pense-t-on, le croit-on. Le sommet du grotesque dans les accusations est atteint quand l'un des séquestrés apprend qu'on le soupçonne de quatre attentats fait en six mois. C'est super terroriste ! Tout cela repose sur des fiches, les qu'en dira-t-on du milieu interlope de la terreur d'État. Il y a prescription pour l'attentat de Malville, chargeons les d'assassinat. Bref tout est mis en œuvre pour justifier l'incarcération abusive. Le dossier est vide, rien ne justifie la procédure, plutôt que de reconnaître l'innocence, le Procureur Fédéral s'entête. Au fond ces quatre zigotos ne vont pas mettre en cause l'amour propre de Madame del Ponte ou le flair des ficheurs : qu'ils croupissent en prisons, qu'ils crèvent...

FACE À GUIGNOL : LA SOLIDARITÉ

Si les quatre séquestrés étaient de parfaits inconnus, avec peu ou pas d'amis, ils languiraient encore en prison. Sans amis, sans solidarité, le recours face à l'arbitraire inique de l'État suisse est impossible. En effet, le ministère public fédéral se décharge de sa responsabilité criminelle en faisant juger sa procédure totalitaire par un tribunal cantonal. Ainsi, même si par la suite cette justice guignol reconnaît l'arbitraire, ce sera par un tribunal cantonal et non par le tribunal fédéral. Cela veut dire que jamais les méthodes terroristes de la police politique ne seront jugées. La voie juridique est donc plus que limitée. Et cela le ministère public le sait. Reste la voie politique.

Pour Genève, la réaction à été la suivante : nous savons qu'ils sont innocents. Lorsque les libertaires ont affirmés qu'ils soutiendraient les quatre, mêmes si les accusations grotesques étaient justifiées; dans le comité de soutien, la réaction des politiciens fut la gêne. En effet, ceux-ci participent au guignol social et les voix [lors des élections] ça compte, plus que la solidarité avec les victimes de l'État.

Il y eut donc deux attitudes, l'une de soutien total : les amis, les anarchistes et libertaires; l'autre de soutien relatif, car dans l'hypothèse (incongrue, il faut l'admettre) de culpabilité : plus de soutien. Il en va de même pour les actions : l'occupation de la cathédrale provient des squatters libertaires et non des associations comme Contratom. Le refus d'admettre le principe que face à l'État la solidarité doit être sans faille, que la violence de l'État est et sera toujours supérieure à la violence des individus, cette attitude réformiste limite la solidarité. Les manifestations ont fait beaucoup, mais l'action directe de l'occupation de la cathédrale, celle du consulat suisse à Lyon sont à mes yeux plus importantes. Car la limite au soutien ne provient pas de la prise en charge directe des individus par eux-mêmes, mais bien de calculs électoraux. C'est là dessus que guignol joue comme sur du velours. C'est le motif de la campagne de presse, des déclarations ambiguës du Ministère Public. Comment soutenir un monstre, un terroriste... si des voix sont perdues au prochaines élections ? Face à la terreur de l'État dont nous ne voyons que la partie émergée de l'iceberg, seule reste la solidarité. Si, pour des motifs électoralistes elle se limite, alors tout est perdu. C'est par l'action d'amis, de militants, d'associations dont le but n'est pas de siéger au sein du pouvoir, que les quatre ont été libérés. Les déclarations des politiciens ne sont là que pour canaliser la force vive des gens, pour ensuite l'intégrer au guignol social. ❐

(1) Grand inquisiteur d'Espagne au XVe siècle.

(2) Le président du Zaïre qui possède une grande propriété en Suisse.

PEAUX DE LAPINS !

Début octobre 1994, un «fait divers» faisait la une de l'actualité française. Un garçon et une jeune fille âgés d'une vingtaine d'années, Audry Maupin et Florence Rey, étaient les acteurs d'une équipée meurtrière dans les rues de Paris. Celle-ci devait causer la mort de trois policiers et d'Audry Maupin lui-même.
Se basant sur des journaux trouvés dans le squatt où ils vivaient, les deux jeunes furent présentés comme anarchistes, tant par la police que par la presse officielle.
Bien que le texte qui suit ait déjà été publié dans d'autres périodiques libertaires *(Courant alternatif n°44, Bulletin d'information 2ème U.R./CNT n°47)* nous avons jugé utile de le faire connaître à nos lecteurs suisses, peu au fait des problèmes du mouvement libertaire parisien. Serge Quadruppani (éditeur responsable de la défunte revue *Mordicus)* et ses camarades, ont sur le thème de la «lutte armée» un point de vue voisin du nôtre (voir à ce propos l'article du groupe de débat de Bilbao, traduit et publié dans *l'Affranchi* n°4, novembre 92). Autant nous considérons que notre devoir est de mettre en garde contre les conséquences désastreuses dont les actions armées peuvent être la cause, autant nous pensons que le manque de perspective de la situation sociale actuelle, doublé de la confusion qui règne parmi les anarchistes et autres "révolutionnaires" peuvent favoriser le désespoir. C'est pourquoi, nous défendons des camarades que ce type d'actions a conduit en prison.
Les auteurs de ce texte mettent en lumière l'inconséquence et l'irresponsabilité de certaines institutions libertaires. Dans un courrier que nous leur avons envoyé, nous leur avons fait, à ce propos, le commentaire suivant : «Dans votre texte, vous parlez d'un retour au réel, de la nécessité du débat et de la réflexion. Juste une remarque à ce propos : d'une part la violence "révolutionnaire" constitue le fond de commerce de tout une série de gens qui ne pensent à aucun moment y recourir, mais qui ont besoin de cette image pour vendre leur camelote. D'autre part, ceux qui y sont favorables ne peuvent évidemment pas le dire publiquement. C'est pourquoi le débat public sur ce thème apparaît comme très difficile. Par contre, ce qui est urgent, c'est de réfléchir à des alternatives pratiques et réelles. Inutile de reprocher aux autres (à la Fédération Anarchiste par exemple) notre propre impuissance. Les militants sérieux, pour qui seule la vérité et la réflexion critique sont révolutionnaires devraient apprendre à se (re)connaître et à collaborer à l'élaboration d'une stratégie cohérente. Ceci indépendamment des "écoles" ou "tribus" d'appartenance...»

Deux camarades

Audry Maupin et Florence Rey ne sont pas inconnus dans les milieux libertaires et «contestataires» parisiens. Ils ont fréquenté les librairies, les lieux de réunion, les groupes que nous animons ou avec lesquels nous avons des contacts. Ils sont bien connus de beaucoup de militants et on notamment participé au mouvement anti-CIP.

Mieux, Audry et Florence ont activement milité en 93-94 dans la mouvance libertaire. A l'automne 1993, Audry a ainsi participé à une action publique spectaculaire — au cours de l'occupation des bâtiments administratifs de la faculté de Nanterre (pour l'inscription d'étudiants étrangers) — pour laquelle ses talents de grimpeur le désignaient : l'escalade d'une tour pour y accrocher une banderole. Cette action, menée par des syndicalistes de la CNT-FAU et de l'AGEN-UNEF, et des étudiants non-syndiqués, s'est déroulée au vu et au su de tous, journalistes compris.

★

★ ★

Il nous semble que la première réaction qui s'imposait à l'annonce de l'équipée de la nuit du 4 au 5 octobre, de la mort d'Audry et après les déclarations de Pasqua, était d'affirmer publiquement et simplement que ce garçon était (ou avait été) un camarade. Ce que ces camarades d'escalade de l'«Union sportive ouvrière de Bezons» ont su faire, les anarchistes s'en sont montrés incapables.

Nous imaginons bien que c'est la crainte des tracasseries policières qui a motivé et qui motive encore le silence de ces gens.

Certains déménagent leurs archives et leurs carnets d'adresses, l'autres chuchotent qu'il *«n'est pas facile de prendre position»*. Nos yeux héberlués ont même vu des autocollants «Anarchistes pas tueurs» signés "Apache". Qu'elle soit l'œuvre d'un égaré ou d'un groupe, cette initiative coliqueuse en prépare sans doute d'autres : à quand «Anarchistes pas voleurs», signé «Groupe Jules Bonnot» ? En tout cas, pour l'heure, tout le monde rentre la tête dans les épaules et attend.

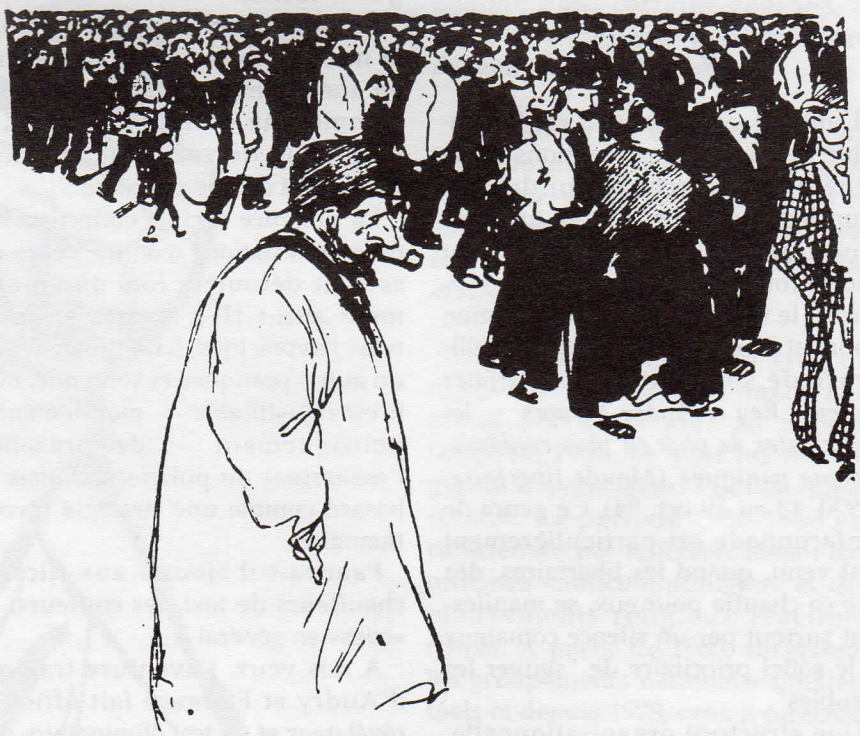
Notons que l'embarras et la censure sont également partagés par une presse naturellement hostile à nos idées et par des anarchistes. Le même texte de Serge Quadruppani (*«Lettre à Florence»*) a été refusé par *Libération* et par *Le Monde libertaire*. Ce cordon sanitaire spontané aide à présenter la révolte de Florence et d'Audry comme un «coup de folie» sans rapport avec la société dans laquelle il est né.

A nos yeux, la peur — compréhensible en elle-même — ne saurait justifier le déshonneur. De ce point de vue, le mal est irrémédiable. Mais il y a pire pour des gens qui se veulent militants révolutionnaires : **le silence est une lourde erreur tactique**. (Il s'agit bien ici du silence des militants et non de celui de Florence, militante entre les mains de la police, qui est au contraire digne d'éloge et dont nous verrons combien sauront s'inspirer quand viendra leur tour d'être interrogés).

On pouvait être certains que l'enquête (de longue haleine) entamée par les policiers déboucherait sur des arrestations de "complices" réels ou supposés. Outre le fait que trois de leurs collègues ont été tués, ce qui est une motivation psychologique et politique suffisante, on peut noter qu'ils se sont abstenus de procéder immédiatement à des perquisitions et de livrer aux journalistes les éléments qu'ils possédaient sur les activités d'Audry et Florence (contacts avec des groupes libertaires ou radicaux, participation au mouvement anti-CIP, etc.).

Dans ces conditions, le seul contre-feu possible à mettre en place consistait et consiste encore à dire publiquement «Oui ce sont des camarades, oui nous avons milité ensemble, non nous n'étions pas au courant de leurs projets». Ayant dit cela publiquement, il est beaucoup plus aisé de s'en tenir là et de refuser d'ajouter quoi que ce soit dans les locaux de la police judiciaire.

Le silence gêné et les gesticulations vaines "en coulisse", adoptés jusqu'à présent, accréditent l'idée aux yeux des policiers (ce qui n'a pas grande importance), mais surtout aux yeux de la presse et du public (ce qui en a beaucoup plus) de relations honteuses, cachées, et donc d'un "complot" terroriste. Il sera trop tard



pour pleurer ensuite sur la méchanceté des médias et l'odieuse campagne anti-anarchiste qui se prépare.

Dire que «la vérité seule est révolutionnaire» n'est pas ressasser un slogan moraliste, c'est énoncer **une vérité stratégique toujours vérifiée**.

★

★ ★

Dans ces conditions, il est lamentable que les seules réactions de la Fédération anarchiste qui dispose d'un hebdomadaire ait été un communiqué, puis un article, l'un et l'autre totalement hors sujet. Le surtitre et le titre de l'article en question donnent une exacte idée de l'intelligence de son contenu : «*L'affaire Florence Rey et Audry Maupin — les anarchistes de plus en plus crédibles, Pasqua panique*» (*Monde libertaire*, n°970, 13 au 19 oct. 94). Ce genre de fanfaronnade est particulièrement mal venu, quand les libertaires, dès que ça chauffe pour eux, se manifestent surtout par un silence comateux et le souci prioritaire de "sauver les meubles".

Une structure organisationnelle, une librairie, une radio, un journal, sont des outils qui doivent servir (entre autres) à réagir plus rapidement et plus efficacement dans des situations d'urgence. Il doivent également être des lieux de débats à chaud et au grand jour entre les militants. S'ils transforment les militants en petit possédants, terrifiés à l'idée de perdre leurs acquis et prêts à tous les renoncements pour les conserver, ces outils deviennent nuisibles.

Romantisme révolutionnaire et nécrophilie

Le plus grave est qu'à l'abri de ce silence public se développe dans certains groupes un culte du martyr («Un des nôtres est tombé»), voire une glorification à bon compte de l'«action» menée.

Rappelons que, visiblement, l'équipée d'Audry et de Florence avait pour objectif immédiat de se procurer des armes (dans un but que nous ignorons) et non d'assassiner les premiers flics venus. Ils auraient pu sinon tuer les deux flics de la fourrière. De ce point de vue, leur aventure se solde par un échec "militaire" lamentable et rappelle plus une scène tragique de roman noir qu'un fait d'arme de la guerre sociale.

De plus, il est bon de préciser que la mort de trois policiers ne saurait en aucune manière être considérée comme une «compensation» , ni d'un point de vue arithmétique ni d'un point de vue politique.

La violence sociale collective lors de manifestations (comme celles qui se sont déroulées lors du mouvement anti-CIP à Nantes et Lyon) nous l'avons tous, à un moment ou à un autre, pratiquée et soutenue, mais il est injustifiable — moralement et politiquement — de présenter l'assassinat de policiers choisis au hasard comme une stratégie révolutionnaire.

Faudra-t-il ajouter aux flics les chauffeurs de taxi, les coiffeurs, les «cons» en général ?

A nos yeux, l'aventure tragique d'Audry et Florence fait office de révélateur et de test éliminatoire. Les soi-disants «révolutionnaires» incapables de faire face à ce genre d'événements et/ou qui se complaisent dans des fantasmes morbides et infantiles seraient bien inspirés de se consacrer à n'importe quelle autre activité : collection de timbres, voyages, lecture... Ce serait un service à rendre aux idées qu'ils se montrent incapables d'assumer.

★

★ ★

La poursuite d'un projet révolutionnaire ne peut se réduire à un jeu de gendarmes-voleurs, pas plus avec des flics qu'avec des nazillons.

L'apathie générale, trop rarement secouée par de brèves explosions sociales, conduit beaucoup de militants ou de jeunes révoltés à entretenir un folklore «militaire» exaltant l'affrontement physique et/ou armé comme seule expression possible de la radicalité. Des publications par ailleurs sympathiques et utiles auxquelles plusieurs d'entre nous ont collaboré (*Mordicus*, *Quilombo*, etc.), si elles n'ont jamais eu dans les textes, de complaisance pour la violence individuelle et suicidaire, si elles ont même, à l'occasion, critiqué les limites de certaines pratiques de violence collective, ont parfois contribué à entretenir, par le jeu de l'iconographie ou de plaisanteries provocatrices, un folklore du «baston» qui devrait être clairement tenu pour ce qu'il est : une légèreté lourde de conséquences.

Sauf événements impossibles à prévoir, Florence risque fort de sortir de prison à une date où beaucoup de jeunes anarchistes et radicaux d'aujourd'hui auront depuis longtemps remisés leur drapeau et leur prétention à changer ce monde. La mort d'Audry et le destin de Florence doivent marquer un retour au réel et alimenter le débat et la réflexion collective, non d'autres délires. A cette condition, la solidarité avec Florence et les autres personnes inculpées dans cette affaire, pourra s'organiser sur des bases claires et suivant des modalités qu'il conviendra de fixer avec leur accord.

Paris, le 29 octobre 1994

HERVÉ DELOUCHE,
CLAUDE GUILLON,
ARIS PAPATHÉODOROU,
SERGE QUADRUPPANI

VINGRAU ÇA CONTINUE !

PAR PAUL

Vingrau, vous connaissez, ce petit village situé au pied des Pyrénées qui résiste à la multinationale suisse Omya, filiale de la Plüs-Staufer AG. La commune de Vingrau se bat, depuis bientôt cinq ans, contre l'exploitation de carrières de carbonate de calcium sur son sol. Face aux nécessités de la lutte, un comité de défense regroupant la majorité des habitants s'est créé et fonctionne de manière autogérée : assemblées générales décisionnelles, délégués mandatés et révocables en tout temps... Nous vous en avions largement informés dans les numéros 7 et 9 de *l'Affranchi*. Voici les dernières nouvelles.

Depuis quelques temps, faute de maire, le village était dirigé par le préfet, partisan des carrières. C'est pourquoi la mairie a été occupée, le 17 octobre, par les habitants opposés aux carrières. Cette action avait également pour but de réclamer des élections municipales anticipées. L'union locale CNT de Perpignan, solidaire mais critique, était bien sûr présente et ne s'est pas gênée pour s'exprimer à travers une lettre ouverte distribuée ce jour-là aux habitants de Vingrau : «...Entraînés une nouvelle fois sur le terrain de la légitimité représentative, de la fausse démocratie prônée par l'État et sa préfecture, les membres du comité en ont oublié que c'est avant tout leur détermination, leur fonctionnement correct en Assemblées Générales, avec des gens mandatés et l'entraide née de la lutte qui les ont fait tenir et gagner jusqu'à aujourd'hui (...). Le comité de défense a montré depuis presque cinq ans qu'il était capable d'affronter la police, gérer les huit associations qui existent, organiser les fêtes et colloques, faire reculer Omya et son fric, la préfecture et ses flics, le maire et ses magouilles; le tout en adoptant un fonctionnement en A.G. ...»

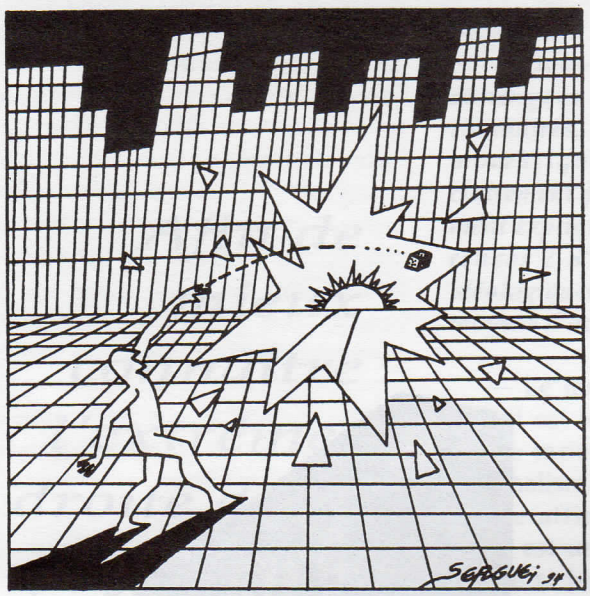
Sur la route de Vingrau...

Comme il fallait s'y attendre, un membre du comité de défense a été élu maire. Cela n'a rien changé : ni la détermination du comité de défense et son fonctionnement autogestionnaire, ni la politique d'Omya. Malgré les multiples recours déposés par le maire, les travaux ont débuté le 5 décembre sous bonne protection policière. En réaction, le comité de défense a appelé à manifester le 18 décembre près du site. La manif a réuni près de 600 personnes parmi lesquels une bonne partie de copains de la CNT venus du sud de la France. Une surprise dans le cortège, la présence de Brice Lalonde (ex-ministre de l'environnement, aujourd'hui président de Génération Écologie) venu promouvoir sa candidature à l'élection présidentielle. Cela n'a pas été bien perçu par des manifestants qui l'ont abondamment hué, d'autres refusant de «serrer la main à n'importe qui».

Enfin au mois de janvier, le préfet et la société Omya ont décidé de suspendre les travaux pour une période indéterminée. Une fois de plus, la détermination des gens a payé; quand des individus ne veulent plus subir, résistent, se battent et pratiquent l'action directe, cela peut faire changer les choses, alors que la résignation ou les magouilles politiciennes échouent. La vigilance reste tout de même de mise, Omya n'ayant pas définitivement abandonné les carrières

A noter également qu'un premier comité Vingrau s'est formé à Toulouse. D'autres devraient suivre en France et pourquoi pas en Suisse... ❐

Des nouvelles de Marco Camenisch



Nous avons reçu plusieurs courriers de Marco (pour ceux qui l'ignorent Marco Camenisch est un militant antinucléaire et anarchiste suisse détenu à Novare en Italie).

Il nous transmet un message de Salvatore Cirincione (voir *l'Affranchi* n°8) qui est sorti de prison. Salvatore a toujours des problèmes de santé, mais il est maintenant bien soigné. Il a pris contact avec la commission de Strasbourg pour dénoncer les tortures subies dans les prisons italiennes. Malgré les conseils de certains, qui lui disent de tout laisser tomber, il a décidé de poursuivre la lutte pour la défense des prisonniers.

Marco est, quant à lui, également atteint dans sa santé. Sans entrer dans les détails, signalons qu'il a des problèmes de vue qui rendent pénible l'important travail de correspondance auquel il s'astreint. On lui a aussi diagnostiqué une tumeur bénigne... Il demande, par ailleurs, quels sont les régimes alimentaires adaptés après une grève de la faim ou entre deux grèves de la faim. Il semble qu'un livre est paru sur le sujet en Suisse-allemande... Si l'un de nos lecteurs sait quelque chose là-dessus, merci de nous informer ou de transmettre le livre directement à Marco.

A part cela, Marco nous dit qu'il n'est pas trop mal à Novare car la prison n'est pas surpeuplée comme ailleurs en Italie et qu'il y a quelques cellules individuelles. Il nous transmet des informations sur les manifestations du 2 décembre contre la réforme scolaire, celle des retraites et la politique budgétaire du gouvernement italien, auxquelles plus de cent mille personnes ont participé dans quatorze villes d'Italie. Les manifestants étaient des étudiants, des squatters ainsi que des travailleurs opposés l'accord entre les syndicats majoritaires et le gouvernement. Il nous signale la participation à ces manifestations des COBAS (structures d'auto-organisation ouvrière de base) et de la USI (anarcho-syndicaliste) notamment à Bari. D'autre part, Marco nous informe de son expulsion vers la Suisse qui est pendante et à laquelle il s'oppose. Cependant son retour en Suisse lui paraît inéluctable... Il devra alors faire face aux procès qui lui sont intentés dans notre pays, mais il pense que peut-être il sera mieux soigné qu'en Italie.

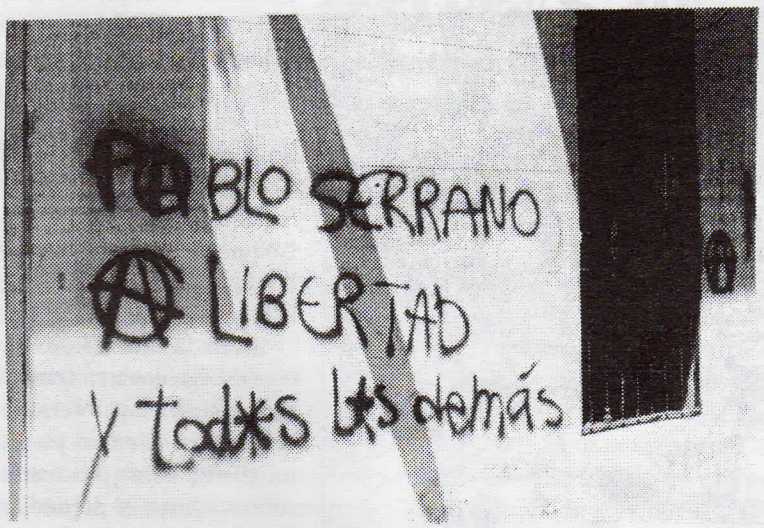
★ ★ ★

Le travail d'information concernant Marco doit se poursuivre. Si à l'avenir il est incarcéré en Suisse, il serait bien que toutes celles et tous ceux qui d'une manière ou d'une autre souhaitent le soutenir, se coordonnent. Cela lui permettrait déjà de limiter le nombre des lettres qu'il doit écrire et ce serait peut-être plus efficace. Il est bien évident que c'est à Marco de définir la façon dont il souhaite être défendu. *L'Affranchi* s'engage à continuer à informer ses lecteurs sur ses conditions de détention et sur une éventuelle campagne de solidarité en Suisse.

Marco Camenisch
Via Sforzesca 49
I - 28100 Novara

LIBERTE POUR PABLO SERRANO, PRISONNIER ANARCHISTE !

par Paul



Incarcéré depuis 1984 dans les geôles espagnoles, Pablo Serrano a été condamné à 28 ans de réclusion. Par cette peine, la justice espagnole a une fois de plus démontré sa fermeté à l'égard des anarchistes alors qu'elle n'hésite pas à se montrer clémente à l'encontre des criminels d'extrême droite.

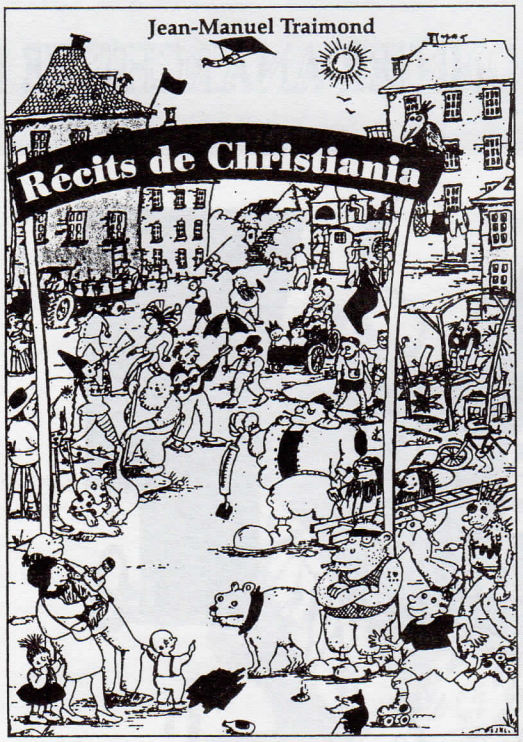
La vie de Pablo est, dès ses débuts dans le monde du travail, marquée par des luttes et des licenciements successifs. Ce sont ces évènements qui l'amenèrent tout naturellement à prendre conscience des réalités sociales et à la révolte. Sans travail, il se battait dans les assemblées de chômeurs. Assemblées d'où partirent des actions des plus radicales : pillages de bouffe dans les supermarchés, repas dans de grands restaurants en prenant soin de laisser l'addition au nom du ministre de l'économie de l'époque... etc... Au début des années 80, Pablo est arrêté. Il est accusé d'avoir fait sauter un centre yankee ainsi que le siège patronal des arts graphiques et d'avoir causé la mort d'un conseiller patronal (dont le travail consiste, entre autres, à conseiller et à mettre en pratique des licenciements, à établir les listes des travailleurs les plus rebelles, à magouiller les déclarations d'impôt et autres cotisations des employeurs...)

En prison, Pablo n'a pas cessé de se battre pour l'amélioration des conditions carcérales. C'est ainsi qu'il a participé à diverses grèves de la faim, réclamant un traitement et une vie plus digne (les prisons espagnoles sont encore régulièrement dénoncées par plusieurs organismes internationaux des droits de l'homme). De même, il a toujours rejeté la politique de réinsertion du PSOE - sociaux démocrates au pouvoir depuis plus de 10 ans - qui accorde des remises de peine aux prisonniers politiques s'ils déclarent abandonner leurs idéaux politiques. Son combat contre les institutions pénitentiaires n'a pas laissé les autorités indifférentes puisqu'il a été transféré dans la prison de Ténérife, sur les îles Canaries.

Suite à une campagne menée par la CNT et d'autres organisations libertaires de Saragosse, Pablo a réintégré la prison de Saragosse. Mais maintenant l'Etat lui refuse l'accès au troisième grade* qui devrait normalement lui être accordé, suivant l'article 254 du règlement pénitentiaire. Malgré les nombreux recours déjà effectués par Pablo, le tribunal provincial de Saragosse s'est une nouvelle fois prononcé, le 21 décembre dernier, contre l'accès aux permissions de sorties. Les juges se sont justifiés en prenant en compte l'avis de "l'équipe de traitement" (commission inquisitoire chargée de déterminer si un détenu est apte à se "réintégrer" dans la société) selon laquelle Pablo est "un délinquant par conviction qui ne montre aucun repentir". Cela a tout l'air d'être une vengeance personnelle contre Pablo qui refuse de se soumettre aux tests psychologiques. Ce refus est pourtant un droit des détenus, accordé par le règlement pénitentiaire. Vengeance contre un individu que 10 ans d'enfermement n'ont pas réussi à briser. Pablo est bien vivant, contestant, revendiquant, participant au mouvement libertaire selon ses possibilités. Il écrit régulièrement dans la presse libertaire espagnole (Cf. article de Pablo paru dans le numéro 9 de *l'Affranchi*). Voila pourquoi notre compagnon n'a toujours pas droit aux permissions de sorties. Il s'agit bel et bien d'un chantage, accordant des permissions de sorties en échange du reniement de ses convictions politiques. Toujours est-il que dès l'été prochain, Pablo aura séjourné 11 années derrières les barreaux, sans avoir passé un seul instant de l'autre côte des murs. Ses exigences sont pourtant simples : avoir les mêmes droits que le reste des prisonniers. Liberté maintenant ! ❐

* Le troisième grade correspond à une mesure de détention allégée, sorte de semi-liberté, normalement accordé aux détenus ayant effectué un tiers de leur peine de prison.

Article réalisé d'aprés les infos de *el Acratador* et du *CNT*.



RÉCITS DE CHRISTIANIA. Jean-Manuel Traimond

★ atelier de création libertaire, Lyon,1994, 142 pages, 70 FF

«Dès 1971, anarchistes et théologiens, yogis et trafiquants, militants communistes et alcooliques militants, clochards repentis et clochards pratiquants, cas sociaux et clarinettistes, anthropologues et fraiseurs-tourneurs occupèrent une caserne de Copenhague, créant le plus vaste squat d'Europe : Christiania».

Le récit de Jean-Manuel Traimond, qui a vécu à Christiania de 1979 à 1984, a le mérite de porter un regard à la fois amoureux et sans complaisance sur cette expérience de vie qui dure depuis plus de vingt ans. C'est au travers d'une galerie de portraits, plus surprenants les uns que les autres, qu'il nous fait entrer dans cette étrange société où quelque mille personnes vivent, sans pouvoir constitué, à sept cents mètres du parlement danois. S'agit-il d'une expérience anarchiste ? Telle est la question que l'auteur pose à ses lecteurs à la fin du livre.

La discussion que nous avons pu avoir avec lui, dans le cadre d'une rencontre au Centre international de recherche sur l'anarchisme (CIRA) de Lausanne, a permis de préciser les problèmes induits par cette question. Tout d'abord sur le plan économique, Christiania n'est guère autonome. Bon nombre des scandinaves qui y vivent touchent l'aide sociale, ce qui constitue une sorte de subvention de l'État danois. Les étrangers (un quart des habitants) trouvent assez facilement à s'employer dans les nombreuses coopératives autogérées et autres bars qui fleurissent à Christiania. Nombreux sont les habitants de Copenhague qui viennent y faire la fête et consommer. Le commerce de haschich, tenu par près de cent cinquante "pushers", favorise sans doute aussi la prospérité générale !

Dans la discussion au CIRA, on s'est également interrogé sur la dimension subversive de Christiania. N'a-t-on pas affaire à un ghetto, à une concentration de contestataires et de déviants qui poseraient plus de problèmes s'ils étaient disséminés dans la société ? Là aussi, la réponse doit être nuancée. Beaucoup de christianites se contentent d'être fiers de leur propre émancipation et ne se soucient guère du reste du monde. Cependant, l'ouverture (relative) sur l'extérieur et certaines actions comme celle des pères Noël (distribution de marchandises aux clients des grands magasins par une "armée" de christianites déguisés en pères Noël) plaiderait pour l'inverse. Cela dit, Christiania n'échappe pas à la règle qui veut que dans la société capitaliste, toute expérience subversive tende à s'intégrer.

Finalement, et Jean-Manuel Traimond le souligne à juste titre, ce qui est le plus intéressant à Christiania, c'est l'organisation ou plutôt l'absence d'organisation politique. Les décisions collectives sont prises en assemblée générale et assemblée de quartier; on y vote pas. Les minorités n'ont pas à se plier aux décisions majoritaires, il n'y a pas d'institution de contrainte... De ce point de vue, et aussi parce qu'une majorité des christianites «partagent les analyses anarchistes sur l'État, l'autorité ou le travail (...) Christiania constituerait un laboratoire idéal pour déterminer si les hommes peuvent édifier une société anarchiste».

Un laboratoire ? Christiania l'est sans aucun doute. Pas tant pour savoir si une société anarchiste est possible — pour nous rien n'est à priori impossible et nous ne pensons pas que tous ceux qui se disent anarchistes souhaitent le même type de société. En l'occurrence, le modèle adopté à Christiania s'apparente plus à l'association des égoïstes envisagée par Stirner qu'à une organisation collectiviste ou communiste libertaire — mais parce que cette aventure montre qu'un modèle d'organisation, fut-il le plus libertaire qui soit, n'implique pas en tant que tel, la solution de tous les problèmes. En particulier ceux de la violence et de la subsistance de certaines hiérarchies... Un livre qui incite à la réflexion. ❐

ANARCHO-SYNDICALISME & ANARCHISME.- M. Bookchin, D. Colson, M. Enckell, J. Toublet

★ Atelier de création libertaire, Lyon, 1994, 129 pages, 48 FF

Quiconque fréquente les milieux intellectuels aura remarqué qu'il se publie de plus en plus d'ouvrages dans lesquels sont regroupés des textes de différents auteurs portant sur le même sujet. Ce genre de publication prétend «favoriser le débat». L'intention est généralement honorable, le résultat est le plus souvent décevant. En lieu et place du «débat», le lecteur intrigué découvre un assemblage de monologues, de démarches et de niveaux différents, à partir desquels il est très difficile de se faire une opinion.

La dernière livraison de l'Atelier de création libertaire de Lyon appartient à ce genre, mais elle innove en la matière : le premier des textes, celui de Murray Bookchin, paru en Anglais en 1992, a été lu par les trois autres auteurs qui, chacun(e) à sa manière, en font la critique. La logique, ou au moins la politesse, aurait voulu que Bookchin puisse répondre à ses détracteurs. Le lui a-t-on proposé ? Est-il intéressé par ce «débat» ? Le lecteur reste dans l'ignorance.

Il serait trop long et fastidieux de résumer ici les différentes contributions de ce volume. Je me bornerai à faire quelques remarques sur les deux textes qui me paraissent les plus problématiques de par les approximations et distorsions historiques sur lesquelles leur argumentation s'appuie. Il s'agit de celui de Bookchin et de celui de Jacques Toublet.

Dans son texte, Murray Bookchin ne fait pas mystère de son intention d'asséner un coup fatal et définitif à l'anarcho-syndicalisme dont

❯❯❯

l'action constitue à ses yeux «ce qu'il y a eu de plus consternant dans les deux siècles de l'histoire moderne de l'anarchisme». Le principal défaut de sa démonstration, et ses détracteurs ont beau jeu de le relever, est qu'elle s'appuie sur des connaissances historiques fragmentaires et imprécises. En fait, les caractéristiques qu'il attribue à l'anarcho-syndicalisme : la défense corporatiste des «intérêts particularistes d'une partie de la société essentiellement guidée par des intérêts économiques limités» correspond sans aucun doute aux formes dominantes du syndicalisme américain actuel, mais pas du tout à l'anarcho-syndicalisme tel que je le conçois. C'est pourquoi, à mes yeux, en paraphrasant le titre de sa contribution, c'est contre un fantôme, un «spectre» qu'il se bat.

Pour ceux qui l'ignoreraient, Murray Bookchin passe, ici ou là, pour le plus grand penseur anarchiste vivant. En le remettant à sa place sur un sujet comme l'anarcho-syndicalisme, on acquière facilement, dans certains milieux, une réputation de penseur légitime et autorisé sur le sujet. Face à un texte si faible, n'importe quelle contribution documentée peut paraître lumineuse. Superficiellement, le texte de Toublet semble d'une grande érudition, pourtant, comme celui de Bookchin, il contient des imprécisions et des à priori. Sans entrer dans les détails, je me bornerai ici à en donner un ou deux exemples. (Si l'on soumettait son texte à une analyse détaillée du même type de celle qu'il fait subir à celui de Bookchin, on relèverait sans doute pas mal d'erreurs, mais ce serait fort long et pas très intéressant).

Tout d'abord une petite remarque concernant les sources. Dans ses notes Toublet cite de nombreux auteurs; malheureusement il s'agit le plus souvent de sources indirectes, d'études sur tel ou tel penseur anarchiste. Cela limite évidemment la porté de son travail. Comment savoir si les interprétations ou les citations choisies par d'autres ne sont pas tendancieuses ?

A propos du syndicalisme révolutionnaire français, il cite à plusieurs reprises Georges Sorel (ou plutôt son épigone Pierre Andreu, auteur de *Notre maître, M. Sorel*, Grasset, 1953), mais il ne se réfère guère aux écrits des militants anarchistes comme Emile Pouget, Fernand Pelloutier, Paul Delessale... qui ont également été à l'origine de cette doctrine. Par ailleurs, il ignore les travaux historiques récents sur le sujet. Je pense entre autres à ceux de Jacques Julliard et de Peter Schöttler.

A un moment donné, Toublet reprend à son compte une thèse sociologique ancienne, évoquée par Bookchin, suivant laquelle, historiquement, les ouvriers anarchistes ou révolutionnaires se seraient recrutés parmi les anciennes professions artisanales, plutôt que chez les ouvriers d'usines aliénés et manipulables à merci. Relevant qu'à l'origine le mouvement syndical «est un syndicalisme de métiers», constitué d'ouvriers qualifiés qui «peuvent imaginer sans difficulté un atelier sans patron», Toublet affirme que «ces organisations de métier ont été le terreau sur lequel s'est constitué le syndicalisme révolutionnaire français d'inspiration libertaire» et prétend qu'en France, jusqu'à ces dernières années, ce statut favorable d'artisan-ouvrier «a perduré chez les ouvriers du Livre...». En l'occurrence, ces considérations «sociologiques» ne résistent pas aux faits historiques. A la fin du siècle dernier, quand le syndicalisme révolutionnaire français était encore dans les limbes, le syndicat qui comptait la plus grande proportion d'anarchistes de la région parisienne était le Syndicat des hommes de peine. Celui-ci ne regroupait pas des artisans appartenant à une même profession, mais des travailleurs non qualifiés, des artistes... Exception qui confirme la règle ? En tout cas, dès sa constitution, la Fédération des travailleurs du Livre, avec à sa tête Auguste Keufer, a été le berceau de la tendance réformiste au sein de la CGT.

Il est peut-être utile ici de situer la position particulière que Jacques Toublet occupe aujourd'hui au sein de l'anarcho-syndicalisme français. Militant du syndicat CGT des correcteurs de la région parisienne (donc de la Fédération du Livre), il serait également adhérent de la scission de la CNT française (rue des Vignoles). Faut-il s'étonner du fait qu'il essaie de faire dire à l'Histoire ou à la sociologie des choses qui vont dans le sens de ses propres engagements ? Pour lui, donner un contenu au concept «anarcho-syndicalisme» n'est pas qu'un exercice intellectuel, mais constitue un objectif politique certain.

Que penser, par ailleurs, de cette affirmation à propos des événements de 1936 : «La révolution espagnole fait la démonstration que pour résister à toutes les formes de réaction, il peut être indispensable pour les libertaires de participer à un gouvernement» ?

Sur l'anarcho-syndicalisme actuel, le texte de Toublet ne nous dit pratiquement rien. Il nous fait seulement part de certaines «des préoccupations du comité confédéral de la CGT d'Espagne». Et, à propos de la France, il évoque l'existence d'anarcho-syndicalistes ayant «refusé de manière quasi totale les accommodements à la réalité sociale» signalant, oh horreur (!) qu'«aujourd'hui encore quelques-uns d'entre eux refusent de participer aux élections professionnelles». Et il affirme «sans crainte d'erreur (...) qu'il faut voir dans cet intégrisme rigide une des causes importantes de la marginalisation des anarcho-syndicalistes de France».

Ni Toublet, ni les autres auteurs de se volume, ne se sont sérieusement posés la question de savoir pourquoi, à l'heure actuelle, il existe des gens qui s'efforcent de faire revivre le syndicalisme d'action directe, non seulement dans les entreprises, mais aussi sur d'autres terrains comme l'antimilitarisme, l'écologie, les mouvements des jeunes... Le font-ils uniquement pour entraver les projets d'un Jacques Toublet ? Sont-ils des fous ? Il est regrettable que les acteurs soient absents de ce livre, car c'est à eux, en fin de compte, qu'il appartient de définir ce qu'est l'anarcho-syndicalisme. ❐

Ariane, février 1995

Communiqués

Le COMBAT SYNDICALISTE

Depuis un certain temps nous recevons régulièrement Le Combat syndicaliste de la CNT française. Ce périodique fonctionne en réseau : une partie du journal est commune à toute la France, mais dans la plupart des régions sont réalisés des suppléments qui intègrent l'exemplaire national. Le Combat syndicaliste contient beaucoup d'informations sur les luttes dans l'hexagone. Une formule intéressante à encourager.

CNT-AIT, Bureau confédéral
Vieille Bourse du Travail
34 & 42, rue de Lalande
F-33000 Bordeaux

Tout beau, tout neuf, le nouveau catalogue de la librairie de la Gryffe est paru. Entièrement refondu, il recense plus de mille trois cents titres sur l'anarchisme, les socialismes, les marxismes, les révolutions, les mouvements ouvriers et syndicaux français, européens, extra-européens, la guerre d'Algérie et l'extrême-droite.
Ce catalogue est disponible contre 4,20 francs français (...).

LIBRAIRIE DE LA GRYFFE
5 rue Sébastien Gryffe 69007
Lyon, France.
Tél: 78 61 02 25

Tic Tac

Nous avons reçu la plaquette de présentation d'un nouveau journal *Tic-Tac*. Celui-ci sera réalisé, à tour de rôle, par l'un des sept groupes qui en ont pris l'initiative. *Tic-Tac* se propose d'être un «moyen d'échange et de débats : un courrier aux supports divers (papier-audio-vidéo) dont le contenu, la fabrication et le financement sont accessibles à toute personne qui s'en mêle». Il s'annonce sans aucune censure et gratuit !

Contact pour la Suisse :
Roger Klein
1-3, rue Lissignol
CH-1201 Genève

Christophe Soulié
Liberté sur paroles

Contribution à l'histoire du Comité d'Action des Prisonniers

La prison est bien ancrée dans les esprits. De gauche, de droite ou du centre, aucun parti politique ne remet en cause fondamentalement son existence. Tout au plus les uns s'inquiéteront de l'intrusion du secteur privé dans ce qu'ils désignent, non sans euphémisme, comme un service publique. Dans le même temps, les autres hurleront après son "humanisation" induisant le fantasme de la "Prison Quatre Etoiles".

Pourtant, après deux siècles d'existence, son bilan est globalement négatif. Le système pénitentiaire a largement démontré son inutilité, tout comme la défunte peine de mort.

Dans la foulée de mai 68, des détenus se sont regroupés dans le Comité d'Action des Prisonniers. Au centre des revendications, la suppression pure et simple de la prison. Leur moyen d'action, la réalisation et la diffusion d'un journal. L'entreprise durera de 1972 à 1980.

Pour la première fois, des détenus dits de droit commun, prennent la parole collectivement, non seulement pour dénoncer leurs conditions de détention mais aussi pour en tirer des conclusions politiques.

Comment cette parole des ténèbres a-t-elle pu avoir droit de cité ? Comment a-t-elle conquis sa légitimité ? Quel a été son message ? Qu'a-t-elle dévoilé ? Autant de questions qui amènent à parler de la prison, du droit, de la loi ou de la justice, du point de vue des détenus, à travers la parole du Comité d'Action des Prisonniers.

PRIX 120 FF

EDITIONS ANALIS
B.P. 28 33031 BORDEAUX CEDEX
Tél. 56 92 73 66 / 56 91 56 50

dans ce NUMÉRO:

★ éditorial
★ l'anarchisme est-il soluble dans l'extrême-droite ?
★ l'extrême-droite suisse
★ Nouvelle Acropole - la secte aux deux visages
★ les syndicats en Russie
★ Genève : moniteurs en colère !
★ Suisse : libération des quatre "séquestrés"
★ France : peaux de lapins
★ Vingrau ça continue !
★ des nouvelles de Marco Camenisch
★ liberté pour Pablo Serrano prisonnier anarchiste !
★ livres

BULLETIN D'ABONNEMENT

5 NUMEROS ☐ 20 FRS (80 FF)
SOUTIEN ☐ 30 FRS OU PLUS

NOM:----------PRÉNOM:----------

ADRESSE:----------

NP:----------LOCALITÉ:----------PAYS:----------

Retourner à: Réflexions Sociales Case postale 172 - CH-1000 Lausanne 6 Ouchy
Versement à A. Bösiger ccp 12-17661-5 - CH - 1227 Carouge GE